

NOTE D'INFORMATION SUR LE SEGMENT THEMATIQUE

Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, autonomiser les jeunes et fournir une réponse globale au VIH.

Table des matières

Sommaire exécutif	4
Introduction	6
Définitions et concepts de travail	8
Le pouvoir de l'éducation - ce qui marche	10
L'éducation comme point d'entrée stratégique pour mettre fin au sida d'ici 2030	10
Éducation sexuelle complète (ESC)	12
Santé et droits sexuels et reproductifs (SRHR)	15
Lutter contre la stigmatisation, la discrimination et la violence	16
Soutien psychosocial, santé mentale et réduction des risques	18
Participation et leadership des jeunes	19
Approches multisectorielles et liens entre les secteurs	20
Le rôle de l'innovation, des médias numériques et des médias traditionnels dans la promotion d'environnements d'apprentissage résilients, sûrs, inclusifs et sains	22
Partenariats et initiatives : Exemples et opportunités pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	23
Des partenariats et des initiatives qui collaborent pour exploiter le pouvoir de l'éducation	24
Mobilisation initiale et impacts	25
Participation et leadership des personnes vivant avec le VIH	26
S'attaquer au coût de l'éducation et aux effets de la pauvreté	26
Lutter contre les brimades et la violence à l'encontre des jeunes vivant avec le VIH, des populations clés, des filles et des personnes ayant une identité sexuelle non conforme, et les aider à poursuivre leur scolarité	27
Promouvoir les SDRS et une éducation sexuelle complète	27
Lier l'éducation des jeunes et les aides du secteur social	28
Problèmes et défis	28
Recommandations clés	31
Le leadership et les jeunes au centre	31
Éducation et VIH	31
Liens entre les secteurs	32
Financement, planification et coordination	32
Références	34

Avis de non-responsabilité

Les études de cas figurant dans les encadrés de cette note d'information ont été résumées, mais sont par ailleurs présentées telles quelles. Elles n'expriment ni ne suggèrent, implicitement ou non, une approbation, une relation ou un soutien de la part de l'ONUSIDA et de son mandat et/ou de ses Coparrainants, des États membres et de la société civile. Le contenu des études de cas n'a pas été vérifié de manière indépendante. L'ONUSIDA ne fait aucune affirmation, promesse ou garantie quant à l'exhaustivité et à l'exactitude du contenu des études de cas et décline expressément toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions dans le contenu. Les appellations employées et la présentation des études de cas n'impliquent de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le contenu des études de cas ne représente pas non plus nécessairement l'opinion des États membres, de la société civile, du Secrétariat de l'ONUSIDA ou des Coparrainants de l'ONUSIDA.

Toutes les études de cas ont été compilées sous la forme d'un document de séance (UNAIDS/PCB (50)/CRP5), qui est disponible sur le site web du CCP.

TRADUCTION NON OFFICIELLE

Résumé exécutif

1. Cette note d'information fournit des renseignements pour le segment thématique de la 50e réunion du Conseil de coordination du programme (CCP). Alors que les sujets des deux segments thématiques du CCP en 2022 ont été décidés en décembre 2021, le CCP a convenu plus tôt cette année, entre les sessions, que le sujet du segment thématique de la réunion du CCP de juin sera exceptionnellement décalé vers la réunion de décembre et que le sujet du segment thématique prévu pour la réunion du CCP de décembre sera décalé vers la réunion de juin. En conséquence, le thème de la prochaine réunion du CCP de juin 2022 est : " Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH ".
2. Les inégalités - y compris celles liées à l'éducation, à la richesse, à la race, à la migration, à l'orientation sexuelle, à l'inégalité des sexes et à l'identité sexuelle - favorisent la transmission du VIH, alimentent la stigmatisation et influent sur l'accès des personnes vivant avec le VIH au soutien et aux services, ainsi que sur les avantages qu'elles en retirent. En raison de ces inégalités, les nouvelles infections sont largement concentrées dans les populations clés¹ dans le monde (notamment les hommes homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les personnes qui s'injectent des drogues et les travailleurs du sexe et leurs clients), ainsi que chez les jeunes femmes et les adolescentes en Afrique subsaharienne. Telles sont les conclusions de la Stratégie mondiale contre le sida 2021. L'Assemblée générale des Nations unies affirme ces conclusions et s'engage à combattre ces inégalités dans la Déclaration politique sur le VIH et le sida, adoptée en 2021. La Déclaration politique s'engage à renforcer le rôle du secteur de l'éducation pour lutter contre le VIH et les inégalités sous-jacentes.
3. L'éducation, à l'école et en dehors de l'école, peut jouer un rôle clé dans la lutte contre ces inégalités, en réduisant la transmission du VIH ainsi que la stigmatisation et la discrimination liées au VIH. Ce qui importe, c'est à la fois de donner aux jeunes la possibilité de s'instruire et de s'assurer que l'éducation qu'ils reçoivent leur donne les moyens d'agir. Il convient de veiller tout particulièrement à ce que l'éducation ne renforce pas les inégalités. En particulier, les écoles doivent être un lieu sûr pour les jeunes, y compris ceux qui sont déjà confrontés à la stigmatisation pour diverses raisons, notamment parce qu'ils vivent avec le VIH, sont LGBTI+, ont un handicap ou sont pauvres.
4. Il existe de nombreux exemples du pouvoir de l'éducation. Des études de cas illustrent comment l'éducation peut réduire la stigmatisation liée au VIH. Xavier's College, en Inde, a mis en œuvre un programme de réduction de la stigmatisation qui a permis de réduire les opinions culpabilisantes et moralisatrices des étudiants à l'égard des personnes vivant avec le VIH et des populations clés. Le ministère brésilien de la santé mène des programmes d'éducation par les pairs en collaboration avec les populations clés et leurs organisations communautaires afin de mieux les inclure dans les services de prévention et de soins du VIH. Les recherches montrent que le fait de terminer l'école secondaire réduit la transmission du VIH, en particulier pour les filles. Au Botswana, une politique visant à étendre l'enseignement secondaire gratuit et obligatoire a permis de réduire d'environ un tiers le risque cumulé de contracter le VIH au cours de la vie chez les étudiants.

¹ Veuillez consulter les définitions de travail utilisées aux fins de la présente note d'information, à partir de la page 8.

5. Les preuves montrent ce qui fonctionne. Une éducation sexuelle complète ;² santé et droits sexuels et reproductifs ;³ soutien psychosocial, santé mentale et réduction des risques ; participation et leadership des jeunes ; approches multisectorielles et liens entre les secteurs peuvent tous réduire la transmission du VIH ainsi que la stigmatisation à laquelle sont confrontées les personnes vivant avec le VIH, les filles, les jeunes femmes et les populations clés.
6. En 2021, les ministres de l'éducation, de la santé, du genre et de la jeunesse d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe se sont engagés à investir dans une éducation sexuelle transformatrice de genre⁴, à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, liée à des services adaptés aux jeunes en matière de VIH, de santé sexuelle et reproductive, de services psychosociaux et de violence sexiste. Ces approches peuvent être rentables en évitant les coûts liés aux nouvelles infections par le VIH. Une évaluation portant sur plusieurs pays a montré qu'un programme d'ESC ne devait éviter que 4 % des infections au VIH pour réduire les coûts.
7. L'espace numérique est une source d'information sur le VIH et la sexualité de plus en plus importante pour les jeunes. Pour certains jeunes, notamment ceux vivant avec le VIH, les LGBTI+, les populations clés, les groupes non scolarisés et marginalisés, il peut s'agir de la seule source d'information disponible. Les médias numériques et autres peuvent être utilisés pour diffuser des informations erronées, des stéréotypes sexistes, raciaux et autres, et promouvoir la violence. Ils peuvent également être utilisés pour éduquer, divertir, lutter contre la stigmatisation et promouvoir l'égalité.
8. Plusieurs partenariats réunissant des agences des Nations Unies, des gouvernements et la société civile agissent ensemble sur ces opportunités. Positive Learning mobilise l'éducation pour soutenir les jeunes vivant avec le VIH. Education Plus aide les filles à terminer leurs études secondaires et à bénéficier du soutien social correspondant. Le Partenariat mondial pour l'action en vue d'éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH s'attaque à la violence sexuelle sexiste et à la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans les milieux éducatifs. Le Forum du Partenariat mondial sur l'éducation sexuelle complète permet d'apprendre et de collaborer pour avancer sur cette question.
9. Cette note d'information trace une voie à suivre avec des recommandations d'action dans le domaine de l'éducation, à l'intérieur et à l'extérieur de l'école. Des recommandations clés sont formulées dans plusieurs domaines, comme indiqué ci-dessous, afin d'exploiter le pouvoir de l'éducation pour un monde meilleur pour tous, y compris les personnes vivant avec le VIH.
10. **Un leadership plus égalitaire** : Promouvoir le leadership des jeunes et leur participation significative ; promouvoir une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire axées sur la demande et ancrées dans l'appropriation par les pays.
11. **Éducation et VIH** : Veiller à ce qu'aucune politique ou pratique n'exige le partage d'informations sur la séropositivité pour l'accès à l'éducation ; soutenir les enseignants vivant avec le VIH ; veiller à ce que les messages de prévention du VIH renforcent les réponses à la stigmatisation et à la discrimination ; aider les filles, les personnes transgenres et les autres populations clés à rester à l'école ; développer

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

et élargir une éducation sexuelle complète de haute qualité, à la fois dans et hors de l'école ; promouvoir l'apprentissage et la transformation numériques.

12. **Liens entre les secteurs** : Promouvoir des approches intégrées, multisectorielles et coordonnées ; relier les politiques et programmes du secteur de l'éducation en matière de VIH à la santé et aux droits sexuels et reproductifs ; cibler les adolescents et les jeunes avec un ensemble complet de services combinés en matière de VIH ; fournir un soutien psychosocial et des interventions en matière de santé mentale aux jeunes vivant avec le VIH ; relier les systèmes de santé, d'éducation et de services sociaux et d'autres mécanismes pour soutenir et orienter les jeunes vivant avec le VIH et touchés par le virus ; dépénaliser la transmission du VIH et éliminer d'autres lois néfastes qui ont un impact négatif sur la réponse au sida.
13. **Finances, planification et coordination** : Affecter au moins 20 % des budgets nationaux à l'éducation, comme convenu dans l'engagement de Dakar de l'Union africaine sur l'éducation ; améliorer l'efficacité, l'efficience et la rentabilité de l'éducation ; accroître la mobilisation des ressources nationales ; mobiliser les partenaires pour soutenir les efforts du gouvernement en vue d'offrir une éducation gratuite.

Introduction

14. Cette note fournit des informations de base pour le segment thématique de la 50ème réunion du CCP, intitulé " Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, autonomiser les jeunes et fournir une réponse globale au VIH ".
15. Le droit à l'éducation, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, "incarne l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme".ⁱ Ce droit est affirmé dans de nombreux traités, textes et cadres normatifs internationaux et régionaux. L'objectif de développement durable 4 (ODD 4) de l'Agenda 2030 vise à " assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous " d'ici 2030. L'impact de cet objectif, notamment lorsqu'une attention particulière est accordée à une éducation inclusive et de qualité qui touche les filles et les groupes marginalisés, est inextricablement lié à tous les ODD et à la réalisation des objectifs de la CIPD+25⁵ et de la Déclaration de Beijing+25.⁶
16. En outre, l'ODD 4 ne sera pas atteint sans un plus grand engagement et une plus grande attention à la planification, à la priorisation et à la protection de l'éducation dans les contextes de conflit et de crise, afin de garantir la réalisation de la promesse centrale de l'Agenda 2030, ne laisser personne pour compte.ⁱⁱ Cela s'étend à la reconnaissance du droit à une éducation inclusive pour toutes les personnes handicapées (Convention des Nations unies relative aux droits des personnes

⁵ CIPD est l'acronyme de Conférence internationale sur la population et le développement, une réunion qui s'est tenue en 1994 au Caire et au cours de laquelle 179 pays ont adopté un programme d'action révolutionnaire et demandé que la santé et les droits reproductifs des femmes occupent une place centrale dans les efforts de développement nationaux et mondiaux. Un examen mondial 25 ans après l'adoption de l'accord a été entrepris en 2019.

⁶ La Déclaration et le Programme d'action de Pékin, adoptés à l'unanimité par 189 pays, constituent un programme pour l'émancipation des femmes et sont considérés comme le principal document d'orientation mondial sur l'égalité des sexes. Son examen après 25 ans a abouti au Forum sur l'égalité des générations en 2021, qui a tracé une voie sur 5 ans pour réaliser des progrès irréversibles vers l'égalité des sexes.

handicapées, 2006) visant à lutter contre les inégalités d'accès à une éducation de qualité.

17. L'ONUSIDA a travaillé avec toutes les parties prenantes de la riposte au sida pour définir un programme et des objectifs communs dans le cadre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026,ⁱⁱⁱ , que l'Assemblée générale des Nations Unies a confirmé et adopté dans sa Déclaration politique sur le VIH et le sida 2021 : Mettre fin aux inégalités et progresser sur la voie de l'élimination du sida d'ici à 2030.^{iv}
18. Mettre fin aux inégalités est le thème central de la Stratégie mondiale contre le sida 2021-2026 et de la Déclaration politique. De nouveaux engagements et objectifs mondiaux audacieux pour 2025 concentrent l'attention sur les personnes et les communautés qui ont le plus besoin de services liés au VIH. La stratégie utilise un prisme des inégalités pour identifier, réduire et mettre fin aux inégalités qui représentent des obstacles pour les personnes vivant avec et affectées par le VIH, empêchant les pays et les communautés de mettre fin au sida.
19. La stratégie mondiale de lutte contre le sida décrit 10 domaines de résultats et identifie les actions prioritaires nécessaires pour atteindre les objectifs et les résultats. Plusieurs actions prioritaires liées à l'éducation sont nécessaires pour atteindre les résultats : renforcer l'accès aux services d'éducation sexuelle complète (ESC), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école (résultat 1, action H ; résultat 7, action D) ; intégrer l'ESC à un ensemble complet de mesures de prévention du VIH ciblant les adolescents et les jeunes (résultat 3, action E) ; renforcer la capacité du secteur de l'éducation à répondre aux besoins des jeunes vivant avec et affectés par le VIH (résultat 2, action F) ; aider les filles à achever un enseignement secondaire de qualité (résultat 6, action B) ; renforcer la multisectorialité de la riposte au VIH, notamment en l'alignant sur les stratégies relatives à l'éducation des filles (résultat 9, action I).
20. La Déclaration politique reconnaît également que pour mettre fin au SIDA en tant qu'urgence de santé publique, il faudra des investissements nationaux supplémentaires substantiels, des contributions internationales revigorées, une coordination et une collaboration intensifiées, une allocation plus efficace des ressources disponibles et des solutions créatives aux réductions de l'espace fiscal causées par la pandémie de COVID-19.
21. La Déclaration politique s'engage à "renforcer le rôle du secteur de l'éducation en tant que point d'entrée pour la connaissance et la sensibilisation au VIH, la prévention, le dépistage et le traitement, et à mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination, en plus de son rôle dans la lutte contre les facteurs sociaux, économiques et structurels qui perpétuent les inégalités et augmentent le risque de VIH",^v et à intensifier une éducation complète relative à la santé sexuelle et reproductive (SSR) et au VIH, et à mener une éducation ciblée sur le VIH.
22. Le rythme des progrès accomplis pour réduire les nouvelles infections par le VIH, améliorer l'accès aux traitements et mettre fin aux décès liés au sida se ralentit. Dans le monde, en 2020, 1,5 million de personnes ont été nouvellement infectées par le VIH, 37,7 millions de personnes vivaient avec le VIH et 680 000 personnes sont mortes de maladies liées au sida.^{vi}
23. Les données montrent que les adolescents et les jeunes continuent d'être laissés pour compte. Au niveau mondial, le VIH a toujours un impact disproportionné sur les jeunes (âgés de 15 à 24 ans), qui représentent 16 % de la population mondiale, mais

comptent pour environ 27 % de toutes les nouvelles infections par le VIH. On estime que 3,3 millions de jeunes vivront avec le VIH en 2020.^{vii}

24. La connaissance et la sensibilisation des jeunes au VIH ainsi que leur accès et leur utilisation des services essentiels liés au VIH restent inacceptablement faibles, et l'utilisation du préservatif est en baisse. La proportion de jeunes vivant avec le VIH qui connaissent leur statut sérologique est beaucoup plus faible que celle de leurs homologues adultes. Les adolescents vivant avec le VIH ont également des taux de suppression virale plus faibles que les adultes et les jeunes enfants.^{viii}
25. Les dynamiques de pouvoirs inégaux entre les sexes et la violence sexiste continuent d'exposer les adolescentes et les jeunes femmes à un risque élevé de contracter le VIH et de mourir de maladies liées au sida. Les risques qu'elles courent de contracter le VIH et les difficultés qu'elles rencontrent pour accéder aux services sont énormes, alimentés par des formes croisées de stigmatisation et de discrimination, ainsi que par des obstacles économiques, culturels et juridiques.^{ix}
26. S'attaquer aux inégalités entre les sexes et aux dynamiques de pouvoir inégal est fondamental pour réduire le VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes. Les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) représentent un adulte sur cinq parmi ceux qui contractent le VIH dans le monde. En outre, les adolescentes et les jeunes femmes d'Afrique subsaharienne sont trois fois plus susceptibles de contracter le VIH que leurs homologues masculins. Près de 85% des nouvelles infections mondiales au VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes se produisent en Afrique sub-saharienne. Quinze pour cent de toutes les nouvelles infections dans le monde se produisent parmi les adolescentes et les jeunes femmes en Afrique subsaharienne. Les disparités entre les sexes sont évidentes : six nouveaux cas de VIH sur sept chez les adolescents de la région concernent des filles.^x
27. Les obstacles liés aux droits de l'homme à l'accès, à l'utilisation et à la rétention des services de santé et de lutte contre le VIH restent des facteurs clés de la vulnérabilité à l'infection par le VIH et à son impact sur la vie des personnes vivant avec le VIH. C'est particulièrement vrai pour les personnes, y compris les adolescents et les jeunes, appartenant à des populations clés et vulnérables telles que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs du sexe et les toxicomanes, dont la santé et les droits de l'homme continuent d'être compromis dans certains pays.^{xi}
28. La stigmatisation et la discrimination liées au VIH constituent des obstacles persistants à la lutte contre l'épidémie de sida, limitant l'accès aux services de prévention, de dépistage et de traitement pour les personnes les plus exposées.^{xii}

Définitions et concepts de travail

29. Les définitions et concepts de travail sont des définitions techniques, fondées sur des données probantes, utilisées par le Secrétariat de l'ONUSIDA.
30. Ce rapport se concentre principalement sur les 10-24 ans, conformément à la définition des **jeunes** utilisée par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres agences des Nations Unies. Toutefois, bon nombre des questions soulevées et des recommandations formulées ici seront pertinentes, et nous l'espérons utiles, pour les expériences et les résultats éducatifs d'autres groupes d'âge.

31. Comme défini dans la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 : " les **populations clés**, ou populations clés à risque élevé, sont des groupes de personnes qui sont plus susceptibles d'être exposées au VIH ou de le transmettre et dont l'engagement est essentiel à la réussite de la réponse au VIH. Dans tous les pays, les populations clés comprennent les personnes vivant avec le VIH. Dans la plupart des contextes, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les personnes qui s'injectent des drogues et les travailleurs du sexe et leurs clients sont plus exposés au VIH que les autres groupes. Toutefois, chaque pays doit définir les populations spécifiques qui sont essentielles à son épidémie et à sa réponse en fonction du contexte épidémiologique et social."^{xiii}
32. **L'éducation sexuelle complète** est un processus d'enseignement et d'apprentissage des aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité, basé sur le programme scolaire. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances, de compétences, d'attitudes et de valeurs qui leur permettront de prendre conscience de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité, de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, d'examiner comment leurs choix affectent leur propre bien-être et celui des autres, et de comprendre et de garantir la protection de leurs droits tout au long de leur vie.^{xiv}
33. Les programmes d'ESC doivent s'appuyer sur des données probantes, être adaptés au contexte local et être logiquement conçus pour mesurer et traiter des facteurs tels que les croyances, les valeurs, les attitudes et les compétences qui, à leur tour, peuvent affecter la santé et le bien-être en matière de sexualité.^{xv}
34. La qualité et l'impact de l'ESC à l'école dépendent non seulement du processus d'enseignement - y compris la capacité des enseignants, les approches pédagogiques employées et le matériel d'enseignement et d'apprentissage utilisé - mais aussi de l'environnement scolaire dans son ensemble. Cela se manifeste, entre autres, par les règles et les pratiques scolaires. L'ESC est une composante essentielle d'une éducation de qualité plus large et joue un rôle crucial dans la détermination de la santé et du bien-être de tous les apprenants.^{xvi}
35. Les politiques et programmes nationaux peuvent utiliser différents termes pour désigner l'ESC. Il s'agit notamment de l'éducation à la prévention, de l'éducation aux relations et à la sexualité, de l'éducation à la vie familiale, de l'éducation au VIH, de l'éducation aux compétences de vie, des styles de vie sains et de la sécurité de base. Quel que soit le terme utilisé, le terme "complet" fait référence au développement des connaissances, des compétences et des attitudes des apprenants pour une sexualité positive et une bonne SSR. Les éléments centraux des programmes d'ESC partagent certaines similitudes, comme un solide ancrage dans les droits de l'homme et la reconnaissance du concept général de la sexualité comme partie naturelle du développement humain.^{xvii}
36. "La définition complète de la **santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR)** proposée par la Commission Gutmacher-Lancet couvre la santé sexuelle, les droits sexuels, la santé reproductive et les droits reproductifs et reflète un consensus émergent sur les services et les interventions nécessaires pour répondre aux besoins de santé sexuelle et reproductive de tous les individus. En outre, elle aborde des questions telles que la violence, la stigmatisation et le respect de l'autonomie corporelle, qui affectent profondément le bien-être psychologique, émotionnel et social des individus. Elle aborde en outre spécifiquement la SDSR des groupes

négligés (par exemple, les adolescentes, les personnes LGBTI+⁷ et les personnes handicapées). En tant que telle, la définition offre un cadre complet pour guider les gouvernements, les agences des Nations unies, la société civile et les autres parties prenantes impliquées dans la conception de politiques, de services et de programmes qui abordent tous les aspects des SDR de manière efficace et équitable." ^{xviii}

37. Approches **sensibles au genre, adaptées au genre et transformatrices de genre** : la présente note d'information entend par "sensible au genre" le fait de "reconnaître les rôles et contributions distincts des différentes personnes en fonction de leur genre [et] de tenir compte de ces différences".^{xix} Selon ONU Femmes, la programmation sensible au genre se réfère à des programmes dans lesquels les normes, les rôles et les inégalités entre les sexes ont été pris en compte et où une prise de conscience de ces questions a eu lieu, même si des actions appropriées pour y remédier n'ont pas nécessairement été prises.^{xx} La programmation adaptée au genre fait référence à des programmes dans lesquels les normes, les rôles et les inégalités entre les sexes ont été pris en compte et des mesures ont été prises pour y remédier activement. Ces programmes vont au-delà de la sensibilisation et de la prise de conscience et agissent réellement sur les inégalités entre les sexes.^{xxi}
38. Bien qu'il n'existe pas de définition universellement reconnue de ce terme, on entend par "transformateur de genre" : "cherche explicitement à redéfinir et à transformer les normes et les relations entre les sexes afin de corriger les inégalités existantes".^{xxii} La présente note d'information considère que les programmes de lutte contre le VIH axés sur la transformation des genres impliquent les femmes et les filles, les hommes et les garçons dans toute leur diversité, et incluent pleinement les personnes transgenres.^{xxiii} Ils peuvent réduire la violence sexiste, renforcer l'autonomie des femmes et transformer les normes sexistes néfastes, notamment celles liées à la masculinité.^{xxiv}

Le pouvoir de l'éducation - ce qui marche

L'éducation comme point d'entrée stratégique pour mettre fin au sida d'ici à 2030

39. Le secteur de l'éducation, tant formelle qu'informelle, a un rôle clé à jouer pour aider les adolescents et les jeunes apprenants, y compris ceux qui vivent avec le VIH et les populations clés, à exercer leur droit à l'éducation dans un environnement d'apprentissage sûr, favorable, inclusif et habilitant.^{xxv} L'éducation transformatrice peut être un outil efficace pour réduire la stigmatisation et la discrimination.
40. "L'éducation est l'un des meilleurs outils de prévention du VIH disponible. Chaque année supplémentaire de scolarité secondaire peut entraîner une réduction du risque cumulé d'infection par le VIH, en particulier chez les adolescentes et les jeunes femmes."^{xxvi}
41. Des données démontrent le rôle clé du secteur de l'éducation dans la réalisation de l'objectif 2030 visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. Au Botswana, on a constaté qu'une politique visant à étendre l'enseignement secondaire gratuit et obligatoire réduisait d'environ un tiers le risque de contracter le VIH au cours de la vie des étudiants.^{xxvii}

⁷ Les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres, les intersexes et les autres personnes ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre différente.

42. On a constaté que l'inscription dans un établissement d'enseignement secondaire réduisait les comportements sexuels à risque et les taux d'acquisition du VIH en Afrique du Sud, avec une baisse de moitié des nouveaux cas de VIH,^{xxviii} ainsi qu'en Ouganda,^{xxix} Zambie^{xxx} et au Zimbabwe.^{xxxi}
43. Les faits confirment que les filles - et leurs communautés et pays - tirent de multiples avantages sociaux et économiques de l'achèvement de leur éducation secondaire. Il s'agit notamment d'une protection contre le VIH et d'une réduction du nombre de mariages d'enfants et de grossesses d'adolescentes, tout en augmentant leurs chances de trouver un emploi et de percevoir des revenus plus élevés en tant que femmes adultes.^{xxxii}
44. Pour réaliser le potentiel de la scolarité, les écoles doivent être exemptes de violence. Les jeunes vivant avec le VIH peuvent être confrontés à la stigmatisation sous la forme de brimades et autres violences de la part de leurs pairs, de leurs parents, des enseignants et de la direction de l'école.^{xxxiii} Les châtiments corporels sont davantage infligés à des groupes déjà victimes de discriminations fondées sur le handicap, la pauvreté, la caste, la classe sociale, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle ou l'identité/expression de genre, ce qui rend l'apprentissage scolaire plus difficile et peut contribuer à l'abandon scolaire. Dans certains cas, la violence sexuelle à l'école est également répandue, soit de la part de pairs, soit de la part de figures d'autorité qui demandent des rapports sexuels en échange de meilleures notes ou de la suppression des frais de scolarité.^{xxxiv}
45. Les écoles doivent également inclure les apprenants les moins performants. Les groupes les moins performants sont souvent confrontés à une série de stigmatisations et de discriminations, ainsi qu'à la pauvreté. Ces facteurs s'ajoutent et contribuent aux inégalités "de richesse, d'âge, d'éducation, de lieu et de statut social ou juridique, ainsi qu'aux discriminations liées au sexe, à la race ou au statut migratoire [qui] ont toutes une incidence sur le risque de contracter le VIH, sur l'accès aux services et sur les avantages qu'ils en tirent".^{xxxv} Les apprenants les moins performants n'apprennent parfois rien dans certaines matières à l'école pendant plusieurs années.^{xxxvi} Les écoles et les enseignants doivent inclure les apprenants les moins performants pour qu'il soit productif pour eux de rester à l'école.
46. Les secteurs de l'éducation nationale, en fournissant une éducation de qualité, peuvent faire des écoles des lieux plus sûrs, plus sains et plus inclusifs pour les apprenants et les enseignants vivant avec et affectés par le VIH. Ils peuvent également avoir un impact transformateur sur la vie des jeunes en leur fournissant une éducation sexuelle complète et de qualité, qui leur donne les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour prendre des décisions responsables et informées en matière de santé, pour améliorer leur estime de soi et pour changer les attitudes et les normes sociales et de genre néfaste.^{xxxvii}
47. L'éducation extrascolaire est aussi importante que l'éducation scolaire lorsqu'il s'agit d'informer les jeunes sur la prévention, le traitement, les soins et le soutien en matière de VIH et de lutter contre la stigmatisation et la discrimination. La déclaration politique sur le VIH et le sida de 2021 : Mettre fin aux inégalités et progresser vers l'éradication du sida d'ici à 2030 note que l'éducation et l'information complètes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, font partie d'un ensemble complet de mesures de prévention du VIH dont l'efficacité a été prouvée. En s'inspirant des directives sur les bonnes pratiques et en formant les prestataires de services à la stigmatisation et à la discrimination, l'éducation extrascolaire peut contribuer à renforcer l'autonomie des jeunes vivant avec le VIH et à prévenir la transmission du virus.

48. Si les difficultés à fournir une éducation sont plus grandes dans les contextes humanitaires, elles sont essentielles à la prévention du VIH et au soutien des personnes vivant avec le VIH. Des services d'éducation et de santé adaptés aux jeunes doivent être fournis aux populations migrantes et déplacées.

Éducation sexuelle complète

49. Trop de jeunes font encore la transition entre l'enfance et l'âge adulte en recevant des informations inexactes, incomplètes ou chargées de jugements qui affectent leur développement physique, social et émotionnel. Cette préparation inadéquate exacerbe non seulement la vulnérabilité des enfants et des jeunes à l'exploitation et à d'autres conséquences néfastes, mais elle représente également un manquement des responsables de la société à leurs obligations envers toute une génération.^{xxxviii}
50. " Selon l'Organisation mondiale de la santé, le développement sexuel d'une personne est un processus qui comprend des dimensions physiques, psychologiques, émotionnelles, sociales et culturelles. " ^{8,xxxix} Dans les Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle (ITGSE), copubliés par l'UNESCO, l'ONUSIDA, l'UNFPA, l'UNICEF, ONU Femmes et l'OMS, "être sexuel" est une partie importante de la vie de nombreuses personnes : cela peut être une source de plaisir et de confort et une façon d'exprimer son affection et son amour ou de fonder une famille. Cela peut aussi avoir des conséquences négatives sur la santé et la société. Que les jeunes choisissent ou non d'être sexuellement actifs, l'éducation sexuelle donne la priorité à l'acquisition et/ou au renforcement de valeurs telles que la réciprocité, l'égalité, la responsabilité et le respect, qui sont des conditions préalables à des relations sexuelles et sociales saines et plus sûres. " ^{xi}
51. Seuls 38 % des jeunes femmes et 46 % des jeunes hommes d'Afrique orientale et australe sont en mesure de démontrer qu'ils possèdent des connaissances complètes sur la prévention et la transmission du VIH. Des valeurs légèrement inférieures sont observées en Afrique occidentale et centrale. Dans certains pays, deux filles sur trois n'ont aucune idée de ce qui leur arrive lorsqu'elles commencent à avoir leurs règles.^{xii}
52. Les programmes éducatifs sont souvent exclusivement axés sur l'idée de "ne pas contracter le VIH", ce qui n'aide pas les jeunes qui vivent déjà avec le VIH et peut les stigmatiser davantage.^{xiii} Un CSE de qualité comprend des informations scientifiquement exactes sur le traitement, les soins, le soutien et les droits des personnes vivant avec le VIH, ainsi que sur la prévention. Les différentes dimensions de l'enseignement sur le VIH peuvent être complémentaires. L'ECS couvre également les connaissances, les compétences et les attitudes sur l'égalité des sexes, la santé et les droits sexuels et reproductifs, les relations, la diversité, l'inclusion et les droits de l'homme.^{xliii}
53. Une éducation sexuelle complète aide les jeunes à connaître et à revendiquer leurs droits à faire des choix éclairés concernant leur propre corps et leur sexualité. Il est bien connu qu'elle contribue à réduire le nombre d'abandons scolaires et qu'elle permet de retarder l'entrée dans la vie sexuelle, de réduire le nombre de cas de VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST), de diminuer le nombre de grossesses précoces et non désirées et de renforcer les attitudes équitables entre les sexes.^{xliv}

⁸ Cette définition du développement sexuel humain est tirée de Sexual Health : Rapport d'une consultation technique sur la santé sexuelle, OMS, 2002.

54. Une éducation sexuelle complète peut permettre de réaliser des économies, en évitant les coûts associés aux nouvelles infections par le VIH. Une évaluation portant sur plusieurs pays a montré qu'un programme complet d'éducation sexuelle ne devait éviter que 4 % des infections pour être rentable.^{xlv}
55. De nouveaux éléments montrent également que les programmes CSE de qualité peuvent s'attaquer à la violence à l'égard des femmes et modifier les attitudes néfastes qui la justifient, notamment en s'attaquant aux dynamiques de pouvoir inégal. Le rôle des programmes d'ECS dans la réduction de la violence fondée sur le genre est particulièrement important étant donné la proportion importante de jeunes femmes et de jeunes hommes qui justifient la violence contre les femmes.^{xlvi}
56. La formation préalable et en cours d'emploi des enseignants est essentielle à la fourniture d'un CSE de qualité pour garantir que les sujets et le contenu de l'apprentissage liés au VIH, y compris la stigmatisation et la discrimination, le genre et les normes d'équité entre les sexes, sont transmis sans jugement, centrés sur l'apprenant et de manière interactive.^{xlvii} Elle doit répondre aux besoins et aux droits spécifiques des adolescents et des jeunes dans toute leur diversité, et " couvrir les questions relatives à l'orientation sexuelle, à l'identité et à l'expression de genre de manière factuelle et non discriminatoire. " ^{xlviii}
57. Les programmes de CSE qui comportent des éléments relatifs au genre et au pouvoir sont presque cinq fois plus efficaces pour prévenir les grossesses non désirées et les IST que ceux qui n'en comportent pas. Ces chiffres sont basés sur un examen complet de la littérature sur les évaluations des interventions d'éducation à la sexualité et au VIH dans les pays du Sud et du Nord. L'étude n'a inclus que les évaluations qui répondaient aux critères de rigueur et d'échelle. Il en ressort que 80 % des interventions qui abordaient la question du genre et du pouvoir étaient associées à un taux significativement plus faible d'IST ou de grossesses non désirées. En revanche, parmi les programmes qui n'abordaient pas la question du genre ou du pouvoir, seuls 17 % présentaient une telle association. Aborder la question du genre et du pouvoir signifie aller au-delà de l'enseignement de la façon de dire non aux avances sexuelles pour inclure des sujets tels que la façon dont les notions néfastes de masculinité et de féminité peuvent être transformées, les droits et la coercition, l'inégalité des sexes, l'inégalité du pouvoir dans les relations intimes et la promotion de l'autonomisation des jeunes femmes.^{xlix}
58. Les premiers résultats suggèrent que l'éducation sexuelle qui comprend un enseignement sur la violence sexiste, les relations saines et les normes de genre équitables peut contribuer à la prévention et à la réponse à la violence du partenaire intime chez les adolescents.ⁱ
59. L'éducation à la sexualité et au VIH axée sur le genre et le pouvoir peut être mise en œuvre dans des environnements à faibles ressources et socialement conservateurs, ainsi que dans d'autres contextes. Lors de l'élaboration du programme national de prévention du VIH en milieu scolaire au Nigeria, plusieurs gouvernements d'État se sont associés à des organisations non gouvernementales (ONG) axées sur l'égalité des sexes, la santé et les droits sexuels et reproductifs et l'autonomisation des filles pour collaborer à la formation des enseignants.ⁱⁱ Les enseignants ont déclaré que la formation de 10 jours avait développé leurs compétences, leur confiance et leur engagement à encourager la pensée critique des élèves sur les questions de genre. Plus précisément, ils ont fait état de changements dans leurs propres attitudes à l'égard du genre, dans leurs compétences pédagogiques et dans leurs relations avec les élèves, en particulier les filles.ⁱⁱⁱ

60. Les prestations en milieu scolaire et extrascolaire sont des voies tout aussi importantes - et complémentaires - pour parvenir à la qualité et à l'adoption de l'ECS. Les lignes directrices relatives au contenu d'une CSE efficace ont été élaborées sur la base d'un examen étendu et approfondi des données probantes et d'une consultation internationale. Les "Directives techniques internationales pour une éducation sexuelle complète" de 2018 s'appliquent à l'éducation scolaire et extrascolaire.^{liii} L'édition de 2020 fournit des orientations spécifiques pour l'éducation non formelle et extrascolaire ciblant les jeunes des populations laissées pour compte. Ces orientations peuvent aider les autorités chargées de l'éducation, de la santé et autres autorités compétentes à élaborer et à mettre en œuvre des programmes et des supports d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire.
61. Les "Orientations techniques et programmatiques internationales sur l'éducation sexuelle complète extrascolaire" comprennent des recommandations spécifiques pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, ainsi que pour les méthodes d'enseignement et d'apprentissage, afin de répondre aux besoins des adolescents et des jeunes vivant avec le VIH, en reconnaissant qu'ils peuvent avoir des identités et des affiliations très diverses.
62. L'ESC en dehors de l'école est particulièrement importante pour les adolescents et les jeunes qui ne sont pas scolarisés, dans des contextes où l'ESC ne fait pas partie du programme scolaire, ou lorsque l'ESC à l'école n'est pas complète ou de haute qualité, et lorsque l'ESC à l'école n'est pas adaptée aux besoins de groupes spécifiques d'adolescents et de jeunes.^{liv}
63. Le CSE est largement mis en œuvre dans les pays sous différents noms, et en fonction des contextes et des réalités nationales : "Les éléments fondamentaux des programmes du CSE partagent certaines similitudes, telles qu'un solide ancrage dans les droits de l'homme et la reconnaissance du vaste concept de la sexualité comme partie naturelle du développement humain."^{lv}
64. Dans le même temps, il convient de noter que les "Directives techniques internationales sur l'éducation sexuelle" reconnaissent la diversité des différents contextes nationaux dans lesquels se déroule l'éducation sexuelle, ainsi que l'autorité des gouvernements pour déterminer le contenu des programmes d'enseignement dans leur pays."^{lvi}
65. ^{lvii}

Éducation sexuelle complète à l'intérieur et à l'extérieur de l'école en Afrique du Sud

Le programme ChommY 2021 est une intervention structurée en petits groupes, qui est mise en œuvre au cours de 11 sessions d'une heure et demie pour des groupes de 15 adolescents. ChommY aide les enfants à acquérir des connaissances et à développer des compétences qui les rendent autonomes et leur permettent de faire de meilleurs choix concernant le VIH, la grossesse des adolescentes et la violence sexiste. Le contenu comprend des proverbes culturellement spécifiques, des contes et des jeux indigènes, ce qui le rend accessible. Il s'agit de l'une des principales interventions de prévention du VIH dans le pays et elle figure dans le plan stratégique national du gouvernement sud-africain pour le VIH/sida, la tuberculose et les IST, 2017-2022. Les évaluations des risques permettent d'identifier les risques de VIH, ainsi que de violence physique et sexuelle, de négligence et d'exploitation. Cette approche prévoit à la fois des stratégies de prévention et d'intervention précoce pour lutter contre le VIH. Les enfants identifiés comme séropositifs sont orientés vers

un soutien pour l'accès au traitement, la divulgation et le conseil en matière d'adhésion et l'obtention d'une suppression de la charge virale. Les évaluations du programme montrent des changements positifs parmi les participants. Les opinions ont changé en ce qui concerne le recours à la force ou à la violence dans les relations. Le nombre de bénéficiaires qui ont répondu par "jamais vrai" à l'affirmation "Il n'y a pas de mal à ce qu'un garçon frappe sa petite amie si elle a fait quelque chose pour le mettre en colère" est passé de 57% avant l'intervention à 80% après l'intervention. Le nombre de participants qui n'avaient jamais fait de test de dépistage du VIH a diminué de 52% post-intervention.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Une éducation sexuelle complète plus inclusive au Canada

Les "Lignes directrices canadiennes pour l'éducation en matière de santé sexuelle" révisées en 2019, les ressources sous forme de questions-réponses et les documents conservés sur le portail des pratiques prometteuses reposent tous sur les principes de soutien d'un accès équitable à l'ESC pour toutes les personnes au Canada, quels que soient leur sexe, leur sexualité, leur handicap, leur âge ou leur origine ethnique. Pour garantir un accès équitable, le CST doit s'attaquer à des problèmes tels que les taux élevés de VIH et d'autres IST chez les populations autochtones, l'accès limité à la prévention, au dépistage et au traitement, et le manque de confiance dans les systèmes éducatif et médical. Le portail des pratiques prometteuses met à la disposition des éducateurs sexuels des documents pertinents, notamment sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'identité sexuelle, le VIH et la lutte contre le racisme, qui peuvent les aider à lutter contre les inégalités qui contribuent à la transmission du VIH et à la stigmatisation.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Santé et droits sexuels et reproductifs

66. L'exercice de la santé et des droits sexuels et reproductifs, en particulier pour les adolescents et les jeunes, est un fondement essentiel des efforts efficaces pour mettre fin au SIDA en tant que menace pour la santé publique, pour leurs capacités à éviter de contracter le VIH, et pour poursuivre une vie positive et saine pour ceux qui vivent avec le VIH. Cependant, à l'échelle mondiale, seuls 55% des adolescentes et des femmes âgées de 15 à 49 ans déclarent avoir un contrôle décisionnel autonome sur leur santé et leur vie sexuelle et reproductive - y compris pour décider de leurs propres soins de santé, utiliser des moyens de contraception ou refuser des rapports sexuels non désirés. En Afrique subsaharienne, ce pourcentage n'est que de 48 %.^{lviii}
67. La Commission Guttmacher-Lancet sur la santé et les droits sexuels et reproductifs inclut les éléments suivants dans sa définition élargie des services de santé sexuelle et reproductive : services de contraception ; soins maternels et néonataux ; prévention et traitement du VIH et du SIDA ; soins pour les IST ; CSE ; avortement sans risque et soins ; prévention, détection et conseil en matière de violence sexuelle ; prévention, détection et traitement de la stérilité et du cancer du col de l'utérus ; et conseil et soins en matière de santé et de bien-être sexuels.^{lix}
68. Les faits montrent que lorsque les politiques et les programmes de lutte contre le VIH sont liés à des approches de la santé et des droits sexuels et reproductifs et de l'autonomisation des adolescents et des jeunes, ces liens se traduisent par de meilleurs résultats en matière de dépistage du VIH, une utilisation plus régulière du

préservatif, une meilleure qualité des soins, une réduction de la stigmatisation et de la discrimination liées au VIH et une amélioration de la couverture, de l'accès et de l'utilisation des services de santé et de droits sexuels et reproductifs et de lutte contre le VIH.^{lx}

69. Il a été démontré que le fait d'aider les parents à communiquer de manière positive sur les questions de santé, de sexualité et de reproduction avec les adolescentes et les jeunes femmes autour du VIH, de la grossesse et de l'utilisation de contraceptifs a un effet positif sur les résultats liés au VIH.^{lxi}

Soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs au Mozambique

De 2016 à 2020, Rapariga Biz, un programme conjoint des Nations unies pour les adolescentes au Mozambique, dirigé par le gouvernement, s'est efforcé d'améliorer la SSR des filles et des jeunes femmes les plus vulnérables âgées de 10 à 24 ans. Ce programme holistique visait à renforcer leur leadership, leurs réseaux sociaux, leur autonomie économique et leur accès aux informations et aux services en matière de santé sexuelle et reproductive, dans le but de réduire les nouvelles infections au VIH, les grossesses chez les adolescentes, les mariages d'enfants et la violence, et d'améliorer la rétention et l'adhésion au traitement du VIH et d'autres résultats en matière de santé sexuelle et reproductive. Les jeunes femmes et les jeunes filles ont été formées comme mentors pour soutenir d'autres filles dans leur communauté. Un soutien psychosocial a été fourni. Des formations ont été dispensées dans le domaine des compétences techniques et pour l'obtention de certifications professionnelles, ainsi que des conseils commerciaux. Plus de 1 000 filles et jeunes femmes non scolarisées ont été aidées à réintégrer l'école. Le gouvernement a été aidé à développer un programme national pour le CSE. Un guide pour les garçons a été élaboré sur l'égalité des sexes, la santé et les droits sexuels et reproductifs, le VIH et la violence sexiste. Rapariga Biz a travaillé avec SMS Biz pour fournir des conseils numériques anonymes sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Des sondages parmi les utilisateurs de SMS BIZ ont révélé que les conseillers jouissent d'une certaine confiance, et 62 % ont déclaré que leur canal préféré pour recevoir des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs est désormais SMS BIZ. Rapariga Biz a contribué à faire baisser les taux de mariage d'enfants et de grossesse précoce chez les filles et les jeunes femmes, et à réduire leur vulnérabilité au VIH.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Lutter contre la stigmatisation, la discrimination et la violence

70. Le Partenariat mondial pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH met l'accent sur l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination dans les milieux éducatifs, où la stigmatisation et la discrimination liées au VIH sont influencées par des facteurs allant des politiques scolaires aux attitudes des enseignants, en passant par l'exhaustivité du programme d'éducation sexuelle.^{lxii}
71. Les efforts programmatiques et politiques dans le secteur de l'éducation doivent se concentrer sur la création d'un environnement favorable et inclusif pour tous les élèves, y compris les élèves vivant avec le VIH, les handicapés, les filles et les membres des populations clés et vulnérables, qu'ils aient ou non révélé leur état de

santé, leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.⁹ Par exemple, le gouvernement sud-africain a mis en place une politique intégrée de santé scolaire qui permet aux élèves âgés de 12 ans et plus de bénéficier de services liés au VIH, notamment l'accès au dépistage du VIH et aux préservatifs, sans le consentement des parents.^{lxiii}

72. Les interventions qui fonctionnent comprennent des actions politiques et programmatiques pour mettre fin à la stigmatisation, à la discrimination, aux brimades (y compris les cyber-brimades) et à la violence liées au VIH. S'assurer qu'aucune politique ou pratique n'exige le partage d'informations sur la séropositivité pour l'accès à l'éducation, et instituer une protection et un soutien sur le lieu de travail pour les enseignants et les autres personnels vivant avec le VIH ont un impact important.^{lxiv}
73. Dans le domaine de l'éducation, "l'accent mis uniquement sur la prévention du VIH est malavisé et potentiellement stigmatisant... Lorsque l'on enseigne sur le VIH, il faut également mettre l'accent sur les personnes vivant avec le VIH, qui sont précieuses en elles-mêmes, et pas seulement par rapport à la manière dont elles peuvent prévenir la transmission à d'autres personnes".^{lxv} Certaines approches et méthodes de communication sur la prévention du VIH perpétuent la stigmatisation en associant les populations clés au risque ou en suscitant la peur des personnes vivant avec le VIH. Les stratégies de communication doivent être revues afin de s'assurer qu'elles sensibilisent et motivent un changement de comportement, tout en évitant les effets négatifs qui perpétuent la stigmatisation et la discrimination.
74. Il existe de nombreux exemples et modèles réussis pour réduire la stigmatisation et la discrimination. En 2013, le collège d'enseignement supérieur St Xavier en Inde a mis en œuvre un programme de réduction de la stigmatisation adapté aux jeunes. L'adhésion de la direction du collège a été assurée. Les professeurs ont été formés à la réduction de la stigmatisation liée au VIH. Ces professeurs ont ensuite formé des étudiants qui ont éduqué leurs pairs. La possibilité de réfléchir aux stigmates croisés fondés sur la caste, la classe sociale, le statut économique et la religion a aidé les stagiaires à comprendre et à s'identifier à la stigmatisation et à la discrimination auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec le VIH. Il est important de noter que le programme comprenait également des visites et des interactions avec des organisations communautaires travaillant avec des personnes vivant avec le VIH et des populations clés, notamment des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des personnes transgenres et des travailleuses du sexe. Les résultats de l'enquête menée auprès des étudiants ont montré une évolution globalement positive des attitudes à l'égard des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, ainsi qu'une diminution des opinions culpabilisantes ou moralisatrices. La proportion d'étudiants ayant effectué un test de dépistage du VIH est passée de 9 % à 19 %.^{lxvi}

⁹ L'identité de genre fait référence à l'expérience innée, profondément ressentie, interne et individuelle du genre d'une personne, qui peut ou non correspondre à sa physiologie ou à son sexe désigné à la naissance. Elle comprend à la fois le sens personnel du corps, qui peut impliquer, s'il est librement choisi, une modification de l'apparence ou de la fonction corporelle par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres, et d'autres expressions du genre, notamment l'habillement, la parole et les manières.

Sources : UNFPA et Promundo (2010). Engager les hommes et les garçons dans l'égalité des sexes et la santé. Une boîte à outils mondiale pour l'action ; ONUSIDA (2011) et ONU Femmes : [Glossaire sur l'égalité des sexes \(unwomen.org\)](#). Voir également : [Directives terminologiques de l'ONUSIDA](#).

L'éducation par les pairs aide les populations clés du Brésil à surmonter la stigmatisation pour accéder à la prévention et aux soins du VIH

Au Brésil, la lutte contre le VIH est liée aux droits de l'homme et aux droits à la santé. Néanmoins, rendre les services liés au VIH inclusifs au niveau de la mise en œuvre reste un défi. La proportion de jeunes hommes (âgés de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans) dont le test de dépistage du VIH est positif a augmenté au cours des dix dernières années au Brésil. Les populations clés (notamment les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes qui consomment des drogues, les transgenres et les travailleuses du sexe) sont toujours confrontées à la stigmatisation et à la discrimination, et luttent pour accéder aux services de prévention et de soins du VIH. En 2014, pour relever ce défi, le ministère de la Santé s'est associé à des organisations de la société civile, notamment des organisations communautaires de populations clés, et a lancé la stratégie "Viva Melhor Sabendo" ("Vivre mieux en le sachant").

La stratégie fait appel à l'éducation par les pairs, où des membres de la communauté s'adressent à leurs pairs, pour promouvoir les tests rapides de dépistage du VIH qui utilisent le liquide oral, en dehors des services de santé et à d'autres moments, en plus de proposer des actions de prévention combinées, telles que la promotion de l'utilisation du préservatif, l'orientation sur la prophylaxie post-exposition et la prophylaxie pré-exposition, et la réduction des risques. En 2021, 24 000 tests ont été réalisés, dont environ 32% par des personnes qui n'avaient jamais fait de test de dépistage du VIH auparavant. Parmi la population testée, 16% étaient des gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et 16% étaient impliqués dans le travail du sexe. Des actions complémentaires visent à réduire le délai entre le diagnostic et le début du traitement antirétroviral, à renforcer le lien entre les personnes diagnostiquées et les services de soins, et à rechercher activement les personnes qui ont abandonné les soins liés au VIH. En outre, le ministère a mis au point un cours d'auto-apprentissage en ligne dont l'un des objectifs est de renforcer les connaissances et le militantisme des populations clés en matière de VIH et d'autres IST.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Soutien psychosocial, santé mentale et réduction des risques

75. La moitié des troubles de la santé mentale se manifestent avant l'âge de 14 ans, mais ils passent très souvent inaperçus et ne sont pas traités.^{lxvii} La fourniture d'un soutien psychosocial et d'interventions en matière de santé mentale à tous les adolescents et jeunes vivant avec le VIH dans le cadre d'un ensemble intégré de services est une nécessité, mais elle est souvent négligée.^{lxviii}
76. En fournissant un soutien psychosocial et des interventions en matière de santé mentale, certains pays ont réussi à mettre en œuvre "Ask-Boost-Connect-Discuss (ABCD)", un outil mobile destiné à améliorer la santé mentale des mères adolescentes vivant avec le VIH, fourni par des pairs dans des environnements à faibles ressources. Les pairs supporteurs sont des jeunes vivant avec le VIH qui s'engagent dans la prestation de services, offrant une éducation par les pairs, l'adhésion au traitement et un soutien psychosocial. ABCD offre un ensemble de soins qui peuvent être menés par des pairs supporteurs et qui comprend : le dépistage des besoins psychosociaux des jeunes mères ("Ask"), un soutien en matière de santé mentale par le biais de sessions structurées ("Boost"), une aide pour accéder aux services ("Connect"), et une supervision continue et des soins

personnels ("Discuss"). Ce programme a été testé avec succès dans quatre pays cibles - l'Ouganda, la Tanzanie, le Malawi et la Zambie - et son contenu a été adapté du programme "Thinking Healthy" de l'OMS.^{lxxix}

77. On estime qu'environ 2 millions de jeunes s'injectent des drogues dans le monde^{lxx}, sans compter les nombreux autres jeunes qui expérimentent des substances susceptibles de réduire les inhibitions et d'entraîner des comportements plus risqués.^{lxxi} L'introduction d'une approche de réduction des risques liés à la consommation de substances par les jeunes des populations clés, en promouvant des réponses non punitives fondées sur des preuves, est un élément important du soutien à la santé mentale et au bien-être des apprenants. Ces politiques, programmes et pratiques fondés sur des données probantes assureront la sécurité des jeunes consommateurs de drogues et réduiront au minimum les effets négatifs sur la santé, la société et le droit associés à la consommation de drogues et aux lois sur les drogues.^{lxxii}

Soutien psychosocial axé sur les jeunes vivant avec le VIH en Ukraine

Au cours des cinq dernières années, Teenergizer a créé un réseau de jeunes vivant avec le VIH au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan, en Ukraine et dans la Fédération de Russie. Ces jeunes se soutiennent mutuellement, identifient les obstacles à l'accès aux services de santé et défendent leurs droits. Actuellement et pour répondre aux besoins en matière de VIH pendant la guerre, l'UNICEF aide Teenergizer à poursuivre son travail en Ukraine. Les conseillers pairs fournissent un soutien psychosocial par le biais de la plateforme de conseil en ligne de Teenergizer. Teenergizer soutient et contrôle la sécurité de ses 80 conseillers pairs. Teenergizer collecte, analyse et diffuse des informations sur les services médicaux disponibles pour les jeunes en Ukraine et en Europe centrale et orientale, avec un accent particulier sur les services et les médicaments liés au VIH. Elle offre également des consultations juridiques aux jeunes réfugiés. L'une des lacunes qu'ils ont identifiées concerne les données sur la santé mentale des jeunes. Teenergizer collecte ces données et appelle les gouvernements à en faire plus dans ce domaine.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Participation et leadership des jeunes

78. Les jeunes vivant avec le VIH ont joué un rôle clé dans la définition des priorités et la recherche de solutions à leurs problèmes. On constate une augmentation des mouvements de justice sociale dirigés par des jeunes et liés au VIH. En témoigne la déclaration conjointe des jeunes sur la déclaration politique sur le VIH et le sida de 2021, qui exprime un soutien sans équivoque au CSE. L'émergence de Y+ Global en tant qu'entité indépendante est un autre exemple de la tendance au leadership des jeunes.^{lxxiii}
79. Les jeunes ne constituent pas un groupe homogène et leurs besoins diffèrent. Ils sont confrontés aux mêmes inégalités, parfois pires, que les personnes plus âgées en matière d'éducation, de situation économique et de santé, etc. Ils peuvent contester ou perpétuer la stigmatisation. En promouvant le leadership des jeunes dans la réponse au VIH, cette diversité doit être prise en compte.
80. Le leadership des jeunes qui adoptent des approches fondées sur les droits de l'homme et qui luttent contre la stigmatisation doit être renforcé, en particulier celui des jeunes femmes, des jeunes vivant avec le VIH et des jeunes issus de

populations clés. La formation au leadership et le renforcement des compétences peuvent y contribuer. Les processus de prise de décision sur le VIH et l'éducation doivent également créer de manière proactive des opportunités de contribution pour les jeunes de différents milieux et d'une gamme d'expériences de vie diverses.

Des jeunes vivant avec le VIH éduquent les éducateurs en Ouzbékistan

Des enquêtes et évaluations informelles suggèrent que les jeunes vivant avec le VIH en Ouzbékistan sont confrontés à des niveaux élevés de stigmatisation dans les établissements d'enseignement. Les enseignants et le matériel pédagogique diffusent des informations obsolètes et biaisées sur le VIH. Les élèves peuvent être victimes d'intimidation et de discrimination s'ils sont "pris" en train de prendre des ARV à l'école. Depuis 2012, avec le soutien de l'UNICEF et de l'ONUSIDA, le ministère ouzbek de la Santé a créé neuf centres de jour régionaux pour soutenir les enfants vivant avec le VIH et leurs familles. Les centres de jour fournissent un soutien psychosocial et des soins non médicaux, et élargissent l'accès à la thérapie antirétrovirale. Des parents activistes, des éducateurs pour les pairs et des animateurs de jeunesse collaborent avec le personnel médical pour apporter leur soutien.

L'une des principales recommandations est que les élèves ne doivent jamais être poussés à faire des tests de dépistage du VIH ou à révéler leur statut, et que leur confidentialité doit être protégée. Dans le même temps, ces centres de jour ont joué un rôle essentiel dans le soutien à l'émergence de jeunes leaders vivant avec le VIH, qui, avec un soutien approprié, prennent leurs propres décisions réfléchies sur l'opportunité et le moment de révéler leur statut VIH. Les jeunes leaders mènent désormais des séances d'information dans les établissements d'enseignement ouzbeks en parlant de leurs expériences de vie avec le VIH. Depuis 2020, des séances d'information ont été organisées dans 12 établissements d'enseignement, touchant plus d'un million d'étudiants, d'enseignants et de membres du personnel de direction, dont certains indiquent que ces séances ont modifié leur attitude négative à l'égard des personnes séropositives. Certains leaders de la jeunesse ont porté leurs communications en ligne, notamment dans la vidéo Youtube OIV/OITS - Siz Bilmagan Haqiqat | SUBYEKTIV (<https://www.youtube.com/watch?v=5j4msVDECKM>). sorti en 2022, qui a déjà reçu plus de 436 000 vues.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Approches multisectorielles et liens entre les secteurs

81. Pour les adolescents les plus à risque, tels que les filles non scolarisées et les jeunes les plus pauvres, des interventions à plusieurs niveaux et des formules globales réunissant les dimensions éducatives, économiques et sanitaires peuvent être efficaces.
82. Le programme DREAMS, mis en œuvre dans 14 pays d'Afrique et en Haïti, comprend des interventions visant à renforcer l'action individuelle des adolescentes et des jeunes femmes pour accéder aux services de prévention du VIH et de santé sexuelle et reproductive, à soutenir leurs réseaux sociaux, à renforcer l'économie de leur famille, à améliorer les relations parents-adolescents et à modifier les normes communautaires. Dans les régions où le partenariat DREAMS est mis en œuvre, les nouveaux diagnostics de VIH ont considérablement diminué chez les adolescentes et les jeunes femmes^{lxxiv} et le soutien social et l'auto-efficacité ont augmenté.^{lxxv}
83. Une approche multisectorielle a été la clé du succès du projet d'atténuation de l'impact du VIH et des handicaps d'Africaid Zvandiri. Les enfants vivant avec le VIH

sont exposés à un risque accru de déficience et d'invalidité, que ce soit en raison d'infections opportunistes telles que les infections fréquentes des yeux et des oreilles qui affectent la vue et l'ouïe, les infections qui nuisent au développement neurologique, les difficultés motrices et respiratoires, les retards de croissance et autres problèmes ou les effets secondaires du traitement. Une évaluation du projet d'atténuation de l'impact du VIH et du handicap d'Africaid Zvandiri au Zimbabwe^{lxxvi} a montré une amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour les enfants vivant avec le VIH, grâce à l'amélioration des connaissances et des compétences des professionnels de l'éducation et de la psychologie et des soignants concernant leurs besoins d'apprentissage spécifiques. Les services de santé du ministère de la Santé et de l'Enfance ont fourni des soins médicaux et de réadaptation, les professionnels de l'éducation du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire ont été sensibilisés et formés aux besoins d'apprentissage des enfants vivant avec le VIH et des handicaps, et les travailleurs sociaux ont été sensibilisés et formés au sein du département de la protection sociale du ministère du Service public, du Travail et de la Protection sociale. L'intégration du programme dans les services de santé, d'éducation et d'aide sociale existants et collaborant entre eux augmente le potentiel de durabilité à long terme.^{lxxvii}

Une collaboration multisectorielle pour soutenir les étudiants vivant avec le VIH au Kenya

Les internats présentent des défis pour les jeunes vivant avec le VIH, notamment un accès restreint aux établissements de santé, un soutien limité à l'observance et des préoccupations concernant la confidentialité et la vie privée. De 2016 à 2021, la Fondation Elizabeth Glaser au Kenya, en coordination avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé du Kenya, a mis en œuvre un programme fournissant des soins et un soutien au traitement pour les élèves des internats vivant avec le VIH, âgés de 10 à 24 ans.

Le programme a sensibilisé et formé les enseignants, les pairs, les parents et les matrones. Les liens entre les écoles et les établissements de santé ont permis de planifier et de suivre conjointement le renouvellement des traitements antirétroviraux, les visites cliniques et l'orientation vers d'autres services nécessaires. Des conseillers pairs ont apporté un soutien psychosocial à d'autres jeunes vivant avec le VIH. Pour avoir accès à ce type de soutien, les jeunes vivant avec le VIH doivent connaître leur statut et le communiquer au personnel désigné au sein des autorités scolaires. Les défenseurs de la santé des adolescents et les services de santé scolaire ont reçu une formation sur la manière d'aider les soignants à informer les jeunes vivant avec le VIH de leur statut, s'ils ne le savaient pas déjà, et sur la manière d'aider les jeunes vivant avec le VIH à partager leur statut avec le personnel de l'école, les soignants et les pairs, le cas échéant. L'accent a été mis sur la confidentialité et la discrétion du processus, et tout a été fait pour que la divulgation se fasse de manière à éviter la stigmatisation interne et externe.

À la fin du projet, 546 jeunes vivant avec le VIH avaient révélé leur séropositivité et reçu un traitement et un soutien psychosocial. Les établissements de santé et les internats ont coordonné la prise en charge de 536 de ces jeunes. Les jeunes participant au programme ont atteint des taux élevés de suppression virale.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Le rôle de l'innovation, des médias numériques et des médias traditionnels dans la promotion d'environnements d'apprentissage résilients, sûrs, inclusifs et sains.

84. L'espace numérique est une source d'information et de soutien de plus en plus importante pour les adolescents et les jeunes vivant avec le VIH. Différents médias peuvent être utilisés pour atteindre des publics variés, et les utilisateurs peuvent créer et partager du contenu.^{lxxviii} Les plateformes numériques peuvent compléter les approches scolaires traditionnelles de l'ECS, car elles permettent d'adapter et de cibler les interventions sur des populations à risque spécifiques, en apportant des réponses personnalisées.^{lxxix} Pour certains jeunes, notamment ceux qui vivent avec le VIH, les membres des communautés LGBTI+ ou des populations clés, les groupes non scolarisés et marginalisés, il peut s'agir de la seule source d'information disponible.
85. Les espaces numériques ont un énorme potentiel. Dans le même temps, la fracture numérique reste profonde entre les régions et au sein de celles-ci. Le fossé numérique entre les sexes persiste également. Par exemple, en ce qui concerne l'accès à l'internet mobile, les garçons des pays en développement ont 150 % de chances de plus que les filles de posséder un téléphone portable ordinaire et 180 % de chances de plus de posséder un smartphone.^{lxxx} Et l'éducation sexuelle dans les espaces numériques peut être influencée par des dynamiques de pouvoir telles que les intérêts des sociétés qui possèdent et gèrent ces espaces, les motivations de profit, la censure et le harcèlement en ligne.^{lxxxii}
86. Les médias peuvent être utilisés pour diffuser des informations erronées, des stéréotypes sexistes, raciaux et autres, et promouvoir la violence. Ils peuvent également être utilisés pour éduquer, divertir et fournir des plateformes pour promouvoir la paix et l'égalité. Des exemples d'utilisation pour l'éducation à la sexualité et au VIH sont présentés ci-dessous.
87. Au Kirghizistan, l'UNICEF et l'ONUSIDA ont soutenu une série télévisée intitulée " School Elections ". La série, composée de six épisodes de 15 à 20 minutes en langue kirghize avec des sous-titres en russe, présente l'histoire d'une adolescente vivant avec le VIH et confrontée à de nombreux défis en raison de son statut VIH. Son histoire se déroule dans un contexte bien connu de nombreux jeunes Kirghizes, comme la rivalité pour la présidence de l'école et l'intimidation de ceux qui sont perçus comme "différents". Le premier épisode, lancé en 2020, a généré plus de 280 000 vues et des milliers de commentaires positifs en seulement 10 jours.^{lxxxii}
88. Depuis 2017, le programme You and Me de Marie Stopes International Chine soutient les écoles et les éducateurs dispensant une éducation sexuelle aux enfants et aux jeunes âgés de 6 à 24 ans avec des plans de cours, des présentations PowerPoint, des vidéos de démonstration pédagogique, des vidéos de dessins animés et des jeux interactifs. Les cours peuvent également être diffusés en direct, un enseignant donnant un cours en ligne, qui est diffusé en direct dans plusieurs classes de plusieurs écoles en même temps. Les sujets abordés comprennent la reproduction, la puberté, l'amour, le mariage, la grossesse, l'avortement, le VIH, les IST, le genre, les LGBTI+, le plaisir sexuel, la violence et les abus sexuels. Les vidéos ont été visionnées plus de 10 millions de fois. Plus de 600 000 élèves ont reçu des cours d'éducation sexuelle dispensés par des enseignants soutenus par le programme, dont plus de 40 % dans les zones rurales. Les élèves montrent des changements positifs dans leurs connaissances, leurs attitudes et leurs comportements. Le programme est en cours.^{lxxxiii}

Des jeunes participent à des communications en ligne sur le COVID-19, le VIH et les IST au Pérou

En 2021, le COVID-19 a atteint des niveaux élevés au Pérou. Dans le nord de Lima, l'UNICEF et ses partenaires ont formé des pairs éducateurs adolescents et les ont aidés à travailler avec des agents de santé et des organisateurs communautaires pour concevoir des communications en ligne sur la prévention du VIH, des IST et du COVID-19, ainsi que sur la lutte contre la stigmatisation et l'accès aux services de santé. Les jeunes de la communauté ont déclaré faire confiance aux pairs éducateurs et trouver leurs messages utiles et divertissants. La stratégie a maintenant été transférée aux organismes de santé officiels.

(ONUSIDA/PCB (50)/CRP6)

Partenariats et initiatives : Exemples et opportunités pour Sud-Sud et coopération triangulaire

89. On constate un élan croissant en faveur d'une approche globale et multisectorielle qui va au-delà du secteur de la santé, qui est transformatrice de genre et fondée sur les droits, et qui peut s'attaquer aux facteurs sociaux, économiques et structurels qui augmentent le risque de VIH et la vulnérabilité des femmes et des filles.
90. Les approches multisectorielles de l'éducation fondées sur le genre et les droits, en particulier au niveau secondaire, tout en incluant les jeunes non scolarisés, sont prometteuses pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.^{lxxxiv}
91. Le pouvoir de transformation de l'éducation est énorme. L'éducation peut soit renforcer, soit remettre en question les inégalités autour du VIH, des populations clés, du genre et d'autres inégalités.^{lxxxv} L'éducation transformatrice concerne une éducation inclusive, équitable et de qualité (ODD 4, en particulier la cible 4.7) et la création d'un environnement de justice entre les sexes pour les enfants, les adolescents et les jeunes dans toute leur diversité (ODD 5). La cible 4.7 de l'objectif de développement durable décrit plusieurs éléments transformateurs de l'éducation : "4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les apprenants acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation au développement durable et aux modes de vie durables, aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes, à la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence, à la citoyenneté mondiale et à l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable."
92. L'éducation transformatrice de genre et fondée sur les droits cherche à utiliser toutes les parties d'un système éducatif - y compris les politiques, les pédagogies, le contenu enseigné et l'engagement communautaire - pour transformer les stéréotypes, les attitudes, les normes et les pratiques en remettant en question les relations de pouvoir, en repensant les normes et les binômes de genre et en suscitant une prise de conscience critique des causes profondes des inégalités et des systèmes d'oppression.^{lxxxvi}
93. Plusieurs partenariats, initiatives et orientations présentent des exemples réussis du rôle du secteur de l'éducation dans la réalisation de l'objectif 2030 de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique et offrent des possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire, comme illustré ci-dessous.

94. Il convient de souligner que la coopération et la triangulation Sud-Sud doivent être axées sur la demande et ancrées dans l'appropriation par les pays de leurs engagements et de leurs priorités. Ces partenariats s'efforcent d'atteindre cet objectif grâce à des mécanismes spécifiques. Par exemple, Education Plus génère un partage des connaissances et des communautés de pratique en fonction des demandes des pays. Ce sont les dimensions les plus dynamiques de la coopération Sud-Sud et triangulaire et ce sont des éléments clés de l'opérationnalisation. Les recommandations de l'apprentissage positif ont été élaborées sous la direction de Y+Global, un réseau mondial de jeunes vivant avec le VIH.
95. Quatre partenariats clés sont présentés ci-dessous.

Partenariats et initiatives travaillant ensemble pour exploiter le pouvoir de l'éducation

Partenariat	Partenariat mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH	Partenariat pour l'apprentissage positif	Forum de partenariat mondial sur l'éducation sexuelle complète	Initiative "Education Plus
<i>Qui convoque ?</i>	ONUSIDA, ONU Femmes, le PNUD, le Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH, la délégation des ONG du CCP et le Fonds mondial.	UNESCO et Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH	UNESCO, UNFPA	ONUSIDA, UNESCO, UNFPA, UNICEF, ONU Femmes
<i>Travaux relatifs à l'éducation</i>	L'éducation est l'un des six domaines d'intervention. Lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées à la violence sexuelle et sexiste et au VIH dans les établissements d'enseignement.	Renforcer les réponses du secteur de l'éducation au VIH en mettant l'accent sur les jeunes vivant avec le VIH ou exposés au risque de le contracter.	Faire progresser la recherche, promouvoir les bonnes pratiques, renforcer la collaboration et surmonter les difficultés sur la voie du CSE	Utiliser l'enseignement secondaire comme point d'entrée stratégique pour aider les filles et les jeunes femmes d'Afrique subsaharienne à prévenir les infections par le VIH, et mobiliser un soutien et des investissements socio-économiques plus larges autour des écoles.

96. Ces partenariats travaillent ensemble et se complètent dans des domaines essentiels du secteur de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination, autonomiser les jeunes, prévenir la transmission du VIH et apporter une réponse globale. Il s'agit notamment de s'attaquer au coût de l'éducation et aux impacts de la pauvreté ; d'améliorer l'accès et le maintien dans l'éducation des jeunes vivant avec le VIH, des filles et des personnes ayant une identité sexuelle non conforme ; de créer des environnements d'apprentissage sûrs, inclusifs et sains ; de

lutter contre l'intimidation et la violence ; de promouvoir une éducation sexuelle complète et la santé sexuelle et reproductive ; de créer des liens entre l'éducation des jeunes et les aides du secteur social.

Mobilisation initiale et impacts

97. Ces partenariats ont été lancés ces dernières années. Le partenariat mondial pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH a été lancé en 2018, Education Plus en 2021, Apprentissage positif (version révisée et nouveau processus), en 2021, et le partenariat mondial sur l'ECS en 2021. Ces partenariats et initiatives génèrent déjà un élan et un impact pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination et autonomiser les jeunes.
98. L'initiative **Education Plus** est une campagne de plaidoyer politique de haut niveau et de grande envergure visant à accélérer les actions et les investissements pour prévenir le VIH. L'initiative exploite les avantages comparatifs et les capacités uniques de l'ONUSIDA pour rallier les gouvernements, les principaux mécanismes de financement, les réseaux et communautés de femmes, de jeunes et de sociétés civiles diverses autour de cet objectif commun. Elle est centrée sur l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes et sur la réalisation de l'égalité des sexes en Afrique subsaharienne, l'enseignement secondaire étant le point d'entrée stratégique.^{lxxxvii} Le 6 décembre 2021, les ministres d'Afrique orientale et australe ont approuvé l'initiative Education Plus. En Sierra Leone, au Cameroun, au Lesotho et au Bénin, des cartographies des feuilles de route opérationnelles nationales ont été réalisées et des dossiers d'investissement sont en cours. S'inspirant de l'initiative, l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Malawi et la Sierra Leone sont en train d'élaborer des cadres politiques pour soutenir les adolescentes et les jeunes femmes dans l'éducation.^{lxxxviii}
99. **Le Partenariat mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH** a été formé en réponse à l'appel de la délégation des ONG du CCP et des partenaires des Nations Unies lors de la 41^{ème} réunion du CCP de l'ONUSIDA. Ce partenariat offre la possibilité d'exploiter le pouvoir combiné des gouvernements, de la société civile et des Nations Unies, afin de reléguer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans l'histoire. Il s'agit d'un exemple d'activité multisectorielle rassemblant plusieurs Coparrainants dans leurs domaines d'expertise, avec le leadership de la société civile (le Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH, GNP+). En décembre 2021, 29 pays avaient officiellement rejoint le Partenariat mondial, s'engageant à agir contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans six contextes, dont l'éducation, au cours des cinq prochaines années. En mettant l'accent sur les milieux de l'éducation, le Partenariat mondial a pris l'initiative d'élaborer les recommandations révisées et actualisées sur l'apprentissage positif.
100. L'initiative **Apprentissage positif** réunit l'UNESCO et le Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH (GNP+). Elle s'appuie sur le travail respectif de ces organisations en ce qui concerne le soutien des idéaux de l'Éducation pour tous et le rôle du secteur de l'éducation dans la réponse mondiale au VIH (UNESCO) et le cadre de la santé, de la dignité et de la prévention positives (GNP+). Dans le cadre de cette initiative, l'UNESCO s'est engagée dans un processus dirigé par des jeunes pour compiler des preuves et élaborer des recommandations par des collectifs de jeunes vivant avec le VIH sur ce qu'ils attendent des secteurs de l'éducation. Y+Global a dirigé le processus et un comité de pilotage dirigé par des jeunes a

supervisé la finalisation des orientations, avec une participation étroite des jeunes du "centre névralgique" d'Education Plus.

101. **Le Forum du Partenariat mondial pour une éducation sexuelle complète** rassemble des partenaires de développement, des organisations de la société civile, des instituts de recherche, des partenaires bilatéraux, des organisations de jeunesse et des fondations. Il offre une vue d'ensemble du travail de plaidoyer, de recherche et de programmation mené par les membres pour accélérer les progrès et faire de l'éducation sexuelle complète une réalité pour tous les jeunes. 63 organisations ont déjà rejoint le Forum de partenariat mondial sur l'ECS, toutes travaillant à faire de l'ECS fondée sur des preuves et adaptée à l'âge une réalité pour les enfants et les jeunes du monde entier. Parmi les membres figurent des agences des Nations unies, des organisations internationales de la société civile travaillant dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, des organisations dirigées par des jeunes, des instituts de recherche et des établissements universitaires, ainsi que des réseaux liés à l'éducation et d'autres réseaux professionnels intéressés par la promotion du CSE.
102. Certains domaines d'intérêt communs à ces quatre partenariats sont présentés ci-dessous.

Participation et leadership des personnes vivant avec le VIH

103. Education Plus cherche à s'assurer que les adolescentes et les jeunes femmes vivant avec le VIH en particulier bénéficient de l'initiative, et qu'elles s'engagent et contribuent également au leadership. Le Nerve Centre, qui rassemble des jeunes femmes et soutient leurs contributions, est un mécanisme clé pour faire de cet objectif une réalité. Les membres du Nerve Centre ont également contribué à la consultation menée par Positive Learning auprès des jeunes vivant avec le VIH sur ce qu'ils attendent du secteur de l'éducation. Le GNP+ co-convoque à la fois le Partenariat mondial pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH et l'initiative Positive Learning. Le réseau Y-Global des jeunes vivant avec le VIH, nouvellement indépendant, a dirigé le processus d'apprentissage positif visant à élaborer des recommandations d'action.

S'attaquer au coût de l'éducation et aux conséquences de la pauvreté

104. Le Partenariat mondial pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH note que la pauvreté est l'une des raisons pour lesquelles les filles peuvent ne pas aller à l'école et qu'elles peuvent avoir des relations sexuelles transactionnelles pour couvrir les frais de scolarité et autres coûts.
105. Education Plus met au défi les décideurs gouvernementaux au plus haut niveau de donner l'exemple et de remplir leurs devoirs essentiels pour réaliser les droits de chaque fille à la santé et à l'éducation. Il exerce une pression supplémentaire pour persuader les gouvernements de mettre en place un enseignement secondaire universel, gratuit pour les enfants de tous les sexes. Il est essentiel que chaque adolescente et chaque jeune femme bénéficie d'une transition harmonieuse entre l'école et le travail, ainsi que de la sécurité et de l'autonomie économiques.
106. Positive Learning recommande aux écoles de jouer un rôle actif dans les "filets de sécurité" locaux en identifiant et en soutenant les apprenants ayant des besoins spécifiques, notamment financiers et nutritionnels, et en les orientant vers des services le cas échéant, d'envisager des programmes de transferts monétaires ou

sociaux qui favorisent la rétention des apprenants, et d'identifier des activités génératrices de revenus pour les jeunes qui offrent des alternatives au travail du sexe, et propose des repas scolaires gratuits et des programmes d'alimentation scolaire.^{lxxxix}

107. Le Partenariat mondial sur le CSE s'appuie sur le Guide technique international sur le CSE de 2018. Il peut être utilisé pour promouvoir une éducation sexuelle pertinente pour les jeunes vivant dans la pauvreté et avec le VIH. Il conseille un contenu pédagogique qui inclut l'analyse de la manière dont la pauvreté se croise avec des questions telles que la capacité à consentir, et la prise de décision en matière de sexualité.

Lutter contre les brimades et la violence à l'encontre des jeunes vivant avec le VIH, des populations clés, des filles et des personnes ayant une identité sexuelle non conforme, et les aider à rester dans le système éducatif.

108. En se concentrant sur les environnements éducatifs, le Partenariat mondial pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH examine l'exclusion et/ou l'abandon scolaire des jeunes vivant avec le VIH, la violence, les brimades et la discrimination dans les environnements éducatifs, et leur impact sur l'abandon scolaire. Il note que la violence à l'encontre des étudiants LGBTI+ est de trois à cinq fois plus élevée que celle à l'encontre de leurs pairs non-LGBTI+^{xc} et que les étudiants non-conformes au genre sont particulièrement vulnérables à la violence et aux brimades à l'école.
109. Education Plus a pour objectif d'aider les adolescentes et les jeunes femmes à terminer un enseignement secondaire de qualité et à ne pas subir de violences sexistes et sexuelles.
110. L'apprentissage positif promeut la protection de la confidentialité autour de la séropositivité, tout en étant ouvert aux avantages du partage d'informations si le jeune lui-même décide de le faire avec une préparation, un consentement et une protection appropriés. Il cherche à élaborer et à appliquer une politique sectorielle visant à mettre fin à la stigmatisation, à la discrimination, aux brimades et à la violence liées au VIH. Cette politique devrait mettre l'accent sur la prévention et la lutte contre les brimades et la violence fondées sur l'état de santé, le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.
111. Le Forum de partenariat mondial sur l'éducation sexuelle et reproductive (CSE) encourage un contenu éducatif qui inclut les jeunes dans toute leur diversité et promeut un enseignement qui aide les apprenants à analyser le mal causé par l'intimidation et le harcèlement sur la base du statut social, économique ou sanitaire, de l'ethnicité, de la race, de l'origine, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou d'autres différences.

Promouvoir la santé et les droits sexuels et l'éducation sexuelle complète

112. Les quatre partenariats appellent à la réalisation de la SSRD. (c'est-à-dire qu'avec une utilisation cohérente et correcte des médicaments ARV, les personnes vivant avec le VIH peuvent atteindre une charge virale suffisamment faible pour rendre impossible la transmission du VIH lors des rapports sexuels).
113. Les quatre partenariats encouragent le CSE. Le Forum du Partenariat mondial sur l'ESC est l'occasion de partager les bonnes pratiques en matière d'éducation

sexuelle de qualité, fondée sur des données probantes et adaptée à l'âge, et a rassemblé un grand nombre de partenaires engagés dans l'ESC.^{xcj} Education Plus demande un accès universel à l'ECS. Le Partenariat mondial d'action pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH reconnaît l'importance de l'ECS pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et prévenir la transmission du virus. Apprentissage positif recommande de fournir un CSE de bonne qualité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école, qui soit inclusif pour les personnes vivant avec le VIH et les jeunes populations clés, et qui combatte la stigmatisation et la discrimination, tout en promouvant une approche basée sur les droits et la transformation des genres.

Lier l'éducation des jeunes et les aides du secteur social

114. Le Partenariat mondial pour l'ECS reconnaît qu'il est prouvé que l'éducation sexuelle a le plus d'impact lorsque les programmes scolaires sont complétés par des services de santé adaptés aux jeunes et intègrent la participation des parents et des communautés.^{xcii}
115. Apprentissage positif recommande que pour soutenir les jeunes vivant avec le VIH, les écoles s'engagent avec les apprenants, les parents/soignants et les professionnels de la santé à élaborer des plans de traitement, tout en veillant à ce que les parents/soignants ne soient pas positionnés comme des gardiens du consentement. Elles doivent établir des liens formels et orienter activement les élèves vers des services adaptés aux jeunes et dirigés par des pairs.
116. L'initiative Education Plus vise à garantir que les adolescentes et les jeunes femmes aient des chances égales d'accéder à un enseignement secondaire de qualité, ainsi qu'à des services clés en matière d'éducation et de santé et à des aides pour leur autonomie et leur responsabilisation économiques. En Sierra Leone, par exemple, l'initiative Education Plus a été officiellement intégrée dans les secteurs de l'éducation, de l'égalité des sexes, de la santé et autres secteurs pertinents du pays, ainsi que dans le groupe thématique sur l'égalité des sexes. Le ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire supérieur a créé un conseil consultatif de la jeunesse pour l'éducation. Une étude ethnographique sur la prévalence de la violence sexuelle et sexiste a été menée grâce à un financement de l'ONUSIDA. La campagne Generation Unlimited, lancée sous la direction de l'UNICEF et du Fonds d'équipement des Nations unies, a permis à 2 129 jeunes (85 % de femmes) d'acquérir des compétences entrepreneuriales et à 210 (93 % de femmes) de bénéficier de prêts commerciaux.^{xciii}

Lacunes et défis

117. Le VIH reste une pandémie d'inégalités, soulignant le rôle du genre, les vulnérabilités spécifiques des jeunes, les impacts différentiels entre et dans les régions et les pays, et la marginalisation des personnes associées à une vulnérabilité accrue au VIH.^{xciv}
118. Pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030, il faut adopter des approches multisectorielles du VIH qui visent à réduire la prévalence du VIH, à fournir des soins et un traitement aux personnes vivant avec le VIH et le sida et à atténuer l'impact de l'épidémie sur les personnes touchées en recourant à une combinaison appropriée d'interventions sanitaires et non sanitaires et en associant un large éventail de parties prenantes issues de plusieurs secteurs à leur conception et à leur mise en œuvre.^{xcv}

119. L'insuffisance de la volonté et de l'engagement politiques en faveur d'actions et de financements renforcés pour la prévention et le traitement du VIH continue de ralentir les progrès en vue de mettre fin au sida d'ici à 2030. Les investissements nationaux en faveur des jeunes et des populations clés restent insuffisants. Par exemple, des éléments clés de la prévention combinée doivent encore être renforcés et certains signes indiquent que l'accès à certaines options de prévention diminue dans certains pays, comme le non-financement des programmes de marketing social des préservatifs, qui a entraîné une baisse des ventes et de l'utilisation des préservatifs masculins en Afrique subsaharienne.^{xcvi}
120. Les données limitées et l'utilisation inadéquate des données granulaires (lorsqu'elles existent) pour éclairer l'élaboration des politiques et l'action programmatique persistent. De nombreux programmes nationaux de lutte contre le VIH ne sont pas assez agiles pour identifier et répondre aux dynamiques épidémiques émergentes, telles que la charge croissante des infections parmi les populations clés et les jeunes, notamment l'impact disproportionné sur les adolescentes et les jeunes femmes.^{xcvii}
121. L'innovation a été un moteur particulièrement important de l'amélioration de l'utilisation et des résultats des services de traitement, mais la même volonté d'utiliser les données pour résoudre les problèmes de manière innovante et combler les lacunes n'est pas toujours évidente pour les programmes de prévention.^{xcviii}
122. Il est urgent que les pays accélèrent les actions visant à éliminer la stigmatisation et la discrimination, en particulier pour les jeunes et les populations clés. Le Programme commun recommande que la décriminalisation du VIH comprenne la mise en place d'environnements législatifs et politiques qui évitent de criminaliser la transmission du VIH, les sexualités de même sexe, les personnes transgenres, la consommation de drogues et le commerce du sexe, et la suppression des lois sur l'âge de consentement qui empêchent les jeunes d'accéder au dépistage et au traitement du VIH sans le consentement d'un tuteur légal - autant d'éléments essentiels au succès des programmes de lutte contre le VIH.
123. L'analyse des données de 10 pays recueillies entre 2011 et 2018, auprès de 8 113 hommes homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes en Afrique subsaharienne, a révélé que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes vivant dans des pays où la criminalisation est sévère (>10 ans d'emprisonnement) sont environ huit fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que ceux vivant dans des pays sans ces sanctions pénales.^{xcix}
124. La Déclaration politique s'engage à créer un environnement juridique favorable en révisant et, si nécessaire, en réformant les lois et politiques discriminatoires "telles que les lois sur l'âge du consentement et les lois relatives à la non-divulgence, à l'exposition et à la transmission du VIH, celles qui imposent des restrictions de voyage liées au VIH et des tests obligatoires, ainsi que les lois qui ciblent injustement les personnes vivant avec le VIH, exposées au risque d'infection et affectées par le VIH".^c
125. La mise en œuvre et l'intensification d'un large éventail de stratégies éprouvées visant à autonomiser les femmes et les filles et à répondre à leurs besoins en matière de VIH est un défi qui nécessite une attention urgente. Par exemple, "une prévention combinée efficace pour les femmes et les filles comprend : permettant aux filles de rester à l'école plus longtemps ; incitant à retarder l'activité sexuelle et la grossesse, des services complets qui intègrent le VIH et la SSR, la prévention de la violence sexiste, le renforcement de la participation économique des femmes et la

rémunération équitable du travail, l'engagement des hommes et des femmes dans la lutte contre les normes sexistes néfastes".^{ci}

126. Les écoles peuvent offrir de nombreux effets protecteurs pour la santé et le bien-être des jeunes, mais en raison de la COVID-19, plus de 1,1 milliard d'élèves dans le monde étaient déscolarisés en juin 2020, dont plus de 184 millions en Afrique subsaharienne.^{cii} Deux ans après le début de la pandémie, plus de 616 millions d'élèves dans le monde sont encore touchés par des fermetures totales ou partielles d'écoles en raison de la grippe aviaire.^{ciii} Sur la base de cinq mois de fermeture d'écoles, la perte de temps d'apprentissage pour cette génération d'enfants en âge scolaire est estimée à 10 000 milliards de dollars dans le monde.^{civ} On estime que 20 millions de filles supplémentaires en âge de fréquenter l'école secondaire pourraient ne pas être scolarisées, dans les pays en développement (la plupart en Afrique), une fois la crise du COVID-19 passée.^{cv}
127. Avant même COVID-19, 258 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés, la majorité d'entre eux vivant dans des contextes fragiles et touchés par des conflits.^{cvii} Bien que seulement 29 % de la population mondiale en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire vivait dans des pays touchés par des crises en 2019, ces pays abritaient 49 % des enfants et des jeunes non scolarisés dans le monde.^{cvii} Moins d'un tiers des réfugiés sont inscrits dans l'enseignement secondaire, avec des différences significatives entre les garçons et les filles. Seules 27 % des femmes réfugiées, contre 36 % des hommes, étaient inscrites dans le secondaire.^{cviii}
128. Les événements liés au climat peuvent également contribuer à des situations où les gens sont plus exposés au risque de contracter le VIH. Par exemple, les adolescentes et les jeunes femmes des régions touchées par la sécheresse étaient plus susceptibles d'avoir une première relation sexuelle plus tôt, d'avoir des relations sexuelles transactionnelles et d'abandonner l'école.^{cix}
129. Les données sur l'évaluation des coûts et le financement des interventions visant à transformer les sexes dans les réponses nationales au VIH restent rares. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour intégrer les actions de transformation des relations entre les sexes et les indicateurs sexospécifiques dans les programmes, stratégies et plans nationaux de lutte contre le VIH et pour garantir que ces actions sont chiffrées et dotées de ressources adéquates. En outre, afin de garantir des dépenses adéquates et des résultats efficaces en matière de genre, un engagement significatif des femmes vivant avec le VIH et des adolescentes et jeunes femmes dans toute leur diversité doit être institutionnalisé dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de la réponse au VIH.^{cx}
130. En outre, l'écart dans le financement de l'éducation devrait encore se creuser, ce qui freinera les progrès vers la réalisation de l'ODD4. Depuis le début de la pandémie de COVID19, deux tiers des pays à revenu faible et moyen inférieur ont réduit leurs budgets d'éducation.^{cxii} Même avant la pandémie, une pression accrue s'exerçait sur des ménages déjà surchargés pour financer l'éducation, dont ils couvrent en moyenne un tiers des coûts.^{cxii}

Principales recommandations

Le leadership et les jeunes au centre

- **Reconnaître et promouvoir le leadership des jeunes et leur participation significative**, en particulier celle des jeunes vivant avec le VIH, des adolescentes et des populations clés, dans la co-création, la mise en œuvre et le suivi des interventions à fort impact dans le secteur de l'éducation.
- **Améliorer la collecte de données granulaires**, ventilées par sexe et par caractéristiques croisées pour mieux comprendre la participation, la progression et l'apprentissage en matière d'éducation, et utiliser des données sensibles au genre pour l'élaboration de politiques et la planification.
- **Promouvoir une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire axées sur la demande** et ancrées dans l'appropriation par les pays pour mettre en œuvre les engagements et les priorités des pays en vue de garantir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs.

Éducation et VIH

- **Renforcer les politiques et les programmes pour mettre fin à la stigmatisation, à la discrimination, aux brimades (y compris la cyberintimidation) et à la violence liée au VIH** dans les milieux éducatifs en veillant à ce qu'aucune politique ou pratique n'exige le partage d'informations sur le statut VIH pour accéder à l'éducation, et en instituant une protection et un soutien sur le lieu de travail pour les enseignants et les autres membres du personnel vivant avec le VIH. Veillez à ce que les messages de prévention du VIH renforcent les réponses à la stigmatisation et à la discrimination.
- **Soutenir et donner les moyens aux filles et aux populations clés de rester dans le système éducatif et d'achever un enseignement secondaire de qualité.** Lancer et intensifier les interventions de protection sociale afin d'inscrire et de retenir les populations clés, les adolescentes et les jeunes femmes dans les écoles et de leur offrir des voies d'autonomisation économique.
- **Développer et intensifier l'accès et la prestation d'une éducation sexuelle complète de haute qualité**, qui comprend des informations scientifiquement exactes sur la prévention, le traitement, les soins et le soutien du VIH. Elle doit également couvrir les connaissances, les compétences et les attitudes sur l'égalité des sexes, la SSRD, les relations, le plaisir, la diversité, l'inclusion et les droits de l'homme, conformément au contenu recommandé dans les Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle de 2018 et adapté au contexte, aux lois et aux politiques locales.
- **Garantir l'accès à des programmes de compétences de vie transformateurs de genre** pour améliorer la santé et les compétences sociales et émotionnelles, réduire la violence sexiste et les brimades, et **soutenir les approches transformatrices de genre qui donnent aux personnes de tous les genres la possibilité d'examiner de manière critique les normes sociales et les inégalités entre les sexes et de remettre en question les normes nuisibles.**
- **Former les enseignants, à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, à des pédagogies de transformation du genre basées sur les droits**, leur donnant les moyens de lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, les normes rigides de genre, d'engendrer un traitement et une participation égaux dans la classe, de renforcer l'agence, l'efficacité personnelle et la voix de tous les apprenants, et de créer des espaces sûrs pour que les apprenants respectent la différence, la diversité et chacun.

- **Promouvoir l'apprentissage et la transformation numériques** en : réduisant les fractures numériques ; soutenant la responsabilité et l'égalité dans le monde en ligne ; développant des solutions numériques transformatrices qui garantissent la pleine et égale participation des filles, des jeunes vivant avec le VIH et des populations clés à l'apprentissage numérique ; et en exploitant le potentiel des technologies de l'éducation pour lutter et prévenir les brimades en ligne, la violence sexiste et les normes sexistes néfastes, et pour développer les attitudes, les comportements et les compétences des élèves et des enseignants afin de soutenir la justice, l'inclusion et l'égalité des sexes.

Liens entre les secteurs

- **Établir un lien entre les politiques et programmes du secteur de l'éducation en matière de VIH et la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes**, étant donné que ce lien permet d'obtenir de meilleurs résultats en matière de dépistage du VIH, d'utiliser plus régulièrement des préservatifs, d'améliorer la qualité des soins, de réduire la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et d'améliorer la couverture, l'accès et l'utilisation des services liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et au VIH.
- **Cibler les adolescents et les jeunes avec un ensemble complet de services de prévention du VIH** intégrés à une éducation sexuelle complète (à l'école et en dehors), à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (y compris la contraception), ainsi qu'au traitement et aux soins du VIH.
- **Garantir la fourniture d'un soutien psychosocial et d'interventions en matière de santé mentale** à tous les adolescents et jeunes vivant avec le VIH dans le cadre d'un ensemble intégré de services.
- **Relier les systèmes de santé, d'éducation et de services sociaux ainsi que d'autres mécanismes de soutien et faire des écoles un point d'entrée** pour fournir un soutien, une protection et une orientation sensibles au genre aux adolescents et aux jeunes vivant avec le VIH et touchés par le virus, tout en veillant à ce que des mécanismes alternatifs soient en place pour répondre aux besoins des jeunes non scolarisés.
- **Promouvoir une approche intégrée, multisectorielle et coordonnée** qui réponde aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection. Soutenir la collaboration intersectorielle entre les ministères de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'égalité des sexes, de la protection, de la jeunesse et de la justice, ainsi qu'entre les enseignants, l'administration scolaire, les familles et les communautés afin de préserver les droits.
- **Soutenir les changements politiques et législatifs** qui décriminalisent le VIH, y compris la décriminalisation de la transmission du VIH, des sexualités homosexuelles, des transgenres, de la consommation de drogues et du travail sexuel, et supprimer les lois sur l'âge du consentement qui exigent le consentement du tuteur légal pour l'accès des jeunes au dépistage et au traitement du VIH. Supprimer les barrières sexospécifiques à l'éducation, notamment l'interdiction des filles enceintes et des jeunes mères, le repérage précoce et la répartition en classes homogènes des élèves, et la faiblesse des lois sur l'âge minimum du mariage, de l'emploi et de l'âge du consentement pour l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive intégrés et adaptés aux jeunes.

Financement, planification et coordination

Dans le contexte des réductions des dépenses d'éducation dans de nombreux pays suite à la crise du COVID-19, il existe un besoin de financement pluriannuel prévisible

et flexible pour soutenir les systèmes éducatifs afin de rétablir l'égalité et de fournir une éducation de qualité.

- **Les pays doivent honorer leurs engagements en allouant au moins 20 % de leurs budgets nationaux à l'éducation**, comme convenu dans l'engagement de Dakar de l'Union africaine sur l'éducation.¹⁰
- **Améliorer l'efficacité, l'efficience et le coût du financement de l'éducation** pour obtenir un bon rapport qualité-prix dans l'éducation.
- **Accroître la mobilisation des ressources nationales, notamment par des financements innovants, durables et équitables**, afin d'augmenter la marge de manœuvre budgétaire pour faire face à l'augmentation des investissements dans le secteur de l'éducation
- **Mobiliser les partenaires et les principales parties prenantes, y compris le secteur privé, pour soutenir les efforts du gouvernement en vue de fournir une éducation gratuite** qui prenne en charge les coûts supplémentaires des fournitures scolaires, des uniformes et des frais de transport vers les écoles.

¹⁰ Forum mondial sur l'éducation, Cadre d'action de Dakar : L'éducation pour tous : Tenir nos engagements collectifs, 2000

Références

- ⁱ Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale 11, Plans d'action pour l'enseignement primaire (vingtième session, 1999), U.N. Doc. E/C.12/1999/4 (1999), réimprimé dans Compilation des observations générales et recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, U.N. Doc. HRI/GEN/1/Rev.6 à 59 (2003). Article 14.2
- ⁱⁱ Cadre stratégique de l' INEE 2018-2023. New York : Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence ; 2018 (https://inee.org/sites/default/files/resources/INEE_Strategic_Framework_2018-2023_ENG.pdf)
- ⁱⁱⁱ Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 : Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. New York : ONUSIDA ; 2021 (<https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021-2026-global-AIDS-strategy>).
- ^{iv} Déclaration politique sur le VIH et le sida : Mettre fin aux inégalités et se mettre sur la voie de l'élimination du sida d'ici 2030. New York : Assemblée générale des Nations Unies ; 2021 (https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021_political-declaration-on-hiv-and-aids)
- ^v *Ibid* pp10-11
- ^{vi} Fiche d'information mondiale sur le VIH et le sida. New York : ONUSIDA ; 2021 (<https://www.unaids.org/en/resources/fact-sheet>)
- ^{vii} Données ONUSIDA 2021. [Référence ONUSIDA 2021](#).
- ^{viii} Données ONUSIDA 2021. [Référence ONUSIDA 2021](#).
- ^{ix} ONUSIDA, UNESCO, UNFPA, UNICEF et ONU Femmes, 2021. Autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique sub-saharienne - Initiative Education Plus. Genève : ONUSIDA
- ^x Fiche d'information mondiale sur le VIH et le sida. New York : ONUSIDA ; 2021 (<https://www.unaids.org/en/resources/fact-sheet>)
- ^{xi} Le VIH et les jeunes. Brighton : Avert ; 2022 (<https://www.beintheknow.org/understanding-hiv-epidemic/community/hiv-and-young-people>)
- ^{xii} Le partenariat mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH. New York : ONUSIDA ; 2022 (<https://www.unaids.org/en/topic/global-partnership-discrimination>)
- ^{xiii} Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 : Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. New York : ONUSIDA ; 2021 (<https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021-2026-global-AIDS-strategy>). p8
- ^{xiv} Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche fondée sur les faits. Paris : UNESCO ; 2017 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281>). pp16-17
- ^{xv} *Ibid*. p12
- ^{xvi} *Ibid*. pp12-13
- ^{xvii} *Ibid*. p12
- ^{xviii} Santé et droits sexuels et reproductifs : un élément essentiel de la santé universelle. New York : UNFPA ; 2019 (https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UF_SupplementAndUniversalAccess_30-online.pdf) p8
- ^{xix} Outil d'évaluation du genre de l'ONUSIDA : Vers une réponse au VIH transformatrice de genre. Genève : ONUSIDA ; 2014 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2543_gender-assessment_en.pdf)
- ^{xx} ONU Femmes, référence à ajouter.
- ^{xxi} *Ibid*.
- ^{xxii} Outil d'évaluation du genre de l'ONUSIDA : Vers une réponse au VIH transformatrice de genre. Genève : ONUSIDA ; 2014 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2543_gender-assessment_en.pdf)
- ^{xxiii} *Ibid*.
- ^{xxiv} Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 : Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. New York : ONUSIDA ; 2021 (<https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021-2026-global-AIDS-strategy>). p35.
- ^{xxv} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021

^{xxvi} Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 : Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2021 (<https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021-2026-global-AIDS-strategy>).

p34

^{xxvii} Neve J-WD, Fink G, Subramanian SV, Moyo S, Bor J. Length of secondary schooling and risk of HIV infection in Botswana : evidence from a natural experiment. *The Lancet Global Health*. 2015 Août;3(8):e470-e477

^{xxviii} Durevall D, Lindskog A, George G. Education and HIV incidence among young women in KwaZulu-Natal : An association but no evidence of a causal protective effect. *PLoS ONE*. 2019;14(3) : e0213056

^{xxix} Alsan MM, Cutler DM. Girls' education and HIV risk : evidence from Uganda. *Journal of Health Economics*. *J Health Econ* 2013 ; 32(5):863-72

^{xxx} Michelo C, Sandøy IF, Fylkesnes K. Marked HIV prevalence declines in higher educated young people : evidence from population-based surveys (1995-2003) in Zambia. *AIDS*. 2006 Apr 24 ; 20(7):1031-8

^{xxxi} Agüero JM, Bharadwaj P. Do the More Educated Know More about Health ? Evidence from Schooling and HIV Knowledge in Zimbabwe. *Développement économique et changement culturel*. 2014 avril 1;62(3):489-517

^{xxxii} L'initiative "Éducation Plus" (2021-2025) - Autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique subsaharienne. Genève : ONUSIDA ; 2022 (<https://www.unaids.org/en/topics/education-plus>)

^{xxxiii} Apprentissage positif : répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH (YPLHIV) dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2012 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000216485>)

^{xxxiv} Derrière les chiffres : Mettre fin à la violence et au harcèlement à l'école. Paris : UNESCO ; 2019 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366483>) ; et Rapport sur le développement dans le monde : Apprendre à réaliser les promesses de l'éducation. Washington : Banque mondiale, 2018 (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28340/9781464810961.pdf>)

^{xxxv} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf) p10

^{xxxvi} Rapport sur le développement dans le monde : Apprendre à réaliser les promesses de l'éducation. Washington : Banque mondiale, 2018

^{xxxvii} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021

^{xxxviii} Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche fondée sur les faits. Paris : UNESCO ; 2018 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281>).

^{xi} *Ibid.*

^{xli} *Ibid.*

^{xlii} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021

^{xliii} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021 et Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche fondée sur des données probantes. Paris : UNESCO ; 2017 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281>)

^{xliiv} Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche fondée sur les faits. Paris : UNESCO ; 2018 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281>)

^{xli} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf). p56

^{xli} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf)

^{xli} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380025>)

- xlviii *Idid*. P.10.
- xlix Haberland NA. The Case for Addressing Gender and Power in Sexuality and HIV Education : A Comprehensive Review of Evaluation Studies. Perspectives internationales de la santé sexuelle et reproductive. 2015 Mar;41(1):31-42
- ^l Lundgren R, Amin A. Addressing Intimate Partner Violence and Sexual Violence Among Adolescents : Emerging Evidence of Effectiveness. Journal of Adolescent Health. 2015 Jan 1;56(1) : S42-50
- ^{li} Préparer les enseignants à dispenser une éducation sexuelle/VIH axée sur le genre : une étude de cas au Nigeria
Wood SY, Rogow D & Stines F. Preparing teachers to deliver gender-focused sexuality/HIV education : a case study from Nigeria. Sex Education. 2015 ; 15:6, 671-685
- ^{lii} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021. p24
- ^{liii} Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche fondée sur les faits. Paris : UNESCO; 2018 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281>)
- ^{liv} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021
- ^{lv} International Technical Guidance on Sexuality Education, An evidence-informed approach for schools, teachers and health educators (Directives techniques internationales sur l'éducation sexuelle : [une approche fondée sur les faits pour les écoles, les enseignants et les éducateurs de santé - Bibliothèque numérique de l'UNESCO](#)) p12.
- ^{lvi} *Ibid*. p13.
- ^{lvii} Tenir notre promesse en matière d'éducation, de santé et de bien-être des adolescents et des jeunes. Engagements ministériels pour l'Afrique orientale et australe ; 2021 (https://www.youngpeopletoday.org/_files/ugd/364f97_b99daa2ed6c846bda782eb5c443130ee.pdf)
- ^{lviii} Mon corps m'appartient : état de la population mondiale. New York : UNFPA ; 2021 (https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SoWP2021_Report_-_EN_web.3.21_0.pdf)
- ^{lix} Starrs et al, p2646, Starrs AM, Ezeh AC, Barker G, Basu A, Bertrand JT, Blum R et al. Accélérer le progrès - santé sexuelle et reproductive et droits pour tous : rapport de la Commission Guttmacher-Lancet. The Lancet Commissions. 2018 ; 391 (10140) : 2642-2692
- ^{lx} Nous avons le pouvoir : Les femmes, les adolescentes et la réponse au VIH. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2020_women-adolescent-girls-and-hiv_en.pdf)
- ^{lxi} Les femmes et le VIH : Un coup de projecteur sur les adolescentes et les jeunes femmes. Genève : ONUSIDA ; 2019 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2019_women-and-hiv_en.pdf)
- ^{lxii} Le partenariat mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH. Genève : ONUSIDA ; 2018 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/global-partnership-hiv-stigma-discrimination_en.pdf)
- ^{lxiii} *Ibid*.
- ^{lxiv} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021
- ^{lxv} Apprentissage positif : Comment le secteur de l'éducation peut répondre aux besoins des apprenants vivant avec le VIH. Paris : UNESCO ; 2021 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380025>). p9
- ^{lxvi} Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021
- ^{lxvii} Journée mondiale de la santé mentale 2018. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2018 (<https://www.who.int/news-room/events/detail/2018/10/10/default-calendar/world-mental-health-day-2018>)
- ^{lxviii} L'OMS publie de nouvelles recommandations cliniques et de prestation de services pour la prévention, le traitement et les soins du VIH. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2021 (<https://www.who.int/news/item/17-03-2021-who-publishes-new-clinical-recommendations-on-hiv-prevention-infant-diagnosis-antiretroviral-therapy-initiation-and-monitoring>)
- ^{lxix} Demandez - Boostez - Connectez - Discutez. Le Cap : Pata ; 2021 (<https://teampata.org/ask-boost-connect-discuss-abcd/>)

- lxxi ONUSIDA, UNICEF, 2020, données non publiées.
- lxxii Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021
- lxxiii Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021
- lxxiv Partenariat DREAMS. Washington : US Dept of State (<https://www.state.gov/pepfar-dreams-partnership/>)
- lxxv Gourlay A, Floyd S, Magut F, et al. Impact of the DREAMS Partnership on social support and general self-efficacy among adolescent girls and young women : causal analysis of population-based cohorts in Kenya and South Africa. *BMJ Global Health*. 2022;7:e006965
- lxxvi Jackson H, 2019, Soutenir les enfants d'âge scolaire vivant avec le VIH et le handicap au Zimbabwe : évaluation du projet d'atténuation de l'impact du VIH et du handicap d'Africaid. 2019; https://www.africaid-zvandiri.org/_files/ugd/369a38_174f9521c10f4ead8d122a122a22d2f4.pdf
- lxxvii Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021. pp24-25
- lxxviii *Ibid.*
- lxxix L'opportunité d'une éducation numérique à la sexualité en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Bangkok : UNICEF Asie de l'Est et Pacifique ; 2019 (<https://www.unicef.org/eap/media/4646/file/Digital%20sexuality%20education.pdf>)
- lxxx De vraies filles, de vraies vies, connectées : Une étude mondiale sur l'accès et l'utilisation du mobile par les filles, racontée à travers 3 000 voix. Girl Effect/Vodafone Foundation ; 2018 (<https://www.global.girleffect.org/stories/real-girls-real-lives-connected/>)
- lxxxi Un examen des preuves : l'éducation sexuelle des jeunes dans les espaces numériques. Paris : UNESCO; 2020 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373885>)
- lxxxii Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021 p26
- lxxxiii Allumé : Une exposition sur les fournisseurs d'éducation sexuelle numérique. Paris : UNESCO; 2020 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373722?posInSet=1&queryId=aa4ce470-cb51-409c-a0a3-5b93cb4e3d73>)
- lxxxiv Questions fréquemment posées sur l'initiative "Education Plus". Genève : ONUSIDA ; 2021 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/FAQsEducationPlusJuly12021_en.pdf)
- lxxxv Répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO ; 2021
- lxxxvi L'éducation transformatrice de genre : Réimaginer l'éducation pour un monde plus juste et plus inclusif. New York : UNICEF ; 2021 (<https://www.unicef.org/media/113166/file/Gender%20Transformative%20Education.pdf>)
- lxxxvii L'initiative "Éducation Plus" (2021-2025) - Autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique subsaharienne. Genève : ONUSIDA ; 2022 (<https://www.unaids.org/en/topics/education-plus>)
- lxxxviii Mises à jour de l'initiative Education Plus - Avril 2022. Genève : ONUSIDA
- lxxxix Apprentissage positif : répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH (YPLHIV) dans le secteur de l'éducation. Paris : UNESCO; 2012 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000216485>)
- xc Le partenariat mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH. Genève : ONUSIDA ; 2018 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/global-partnership-hiv-stigma-discrimination_en.pdf). p5
- xci Le forum mondial de partenariat représente le plus grand groupe de personnes engagées dans la lutte contre le CSE. Paris : UNESCO ; 2021 (<https://en.unesco.org/news/global-partnership-forum-represents-largest-group-people-committed-action-cse>)
- xcii Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche fondée sur les faits. Paris : UNESCO; 2018 (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281>)
- xciii Mises à jour de l'initiative Education Plus, avril 2022. Genève : ONUSIDA
- xciv Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf)
- xcv Mahlangu P. Vearey J. Thomas L. Goudge J. Implementing a multisectoral response to HIV : a case study of AIDS councils in the Mpumalanga Province, South Africa. *Global Health Action*. 2017 ; 10(1) : 1387411

- ^{xcvi} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf)
- ^{xcvii} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf)
- ^{xcviii} *Ibid.*
- ^{xcix} Lyons C. Utilizing individual level data to assess the relationship between prevalent HIV infection and punitive same-sex policies and legal barriers across 10 countries in sub-Saharan Africa. 23e Conférence internationale sur le sida. 6-10 juillet 2020 ; Résumé OAF0403
- ^c Déclaration politique sur le VIH et le sida : Mettre fin aux inégalités et se mettre sur la voie de l'élimination du sida d'ici 2030. New York : Assemblée générale des Nations Unies ; 2021 (https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021_political-declaration-on-hiv-and-aids). p14, 65a
- ^{ci} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB47_CRP3_Evidence_Review_EN.pdf). p63
- ^{cii} Faits sur les inégalités. Genève : ONUSIDA. (https://www.unaids.org/sites/default/files/ZDD_facts-about-inequalities-infographic_en.pdf)
- ^{ciii} COVID-19 L'ampleur des pertes en matière d'éducation est "presque insurmontable", prévient l'UNICEF, Fiche d'information pour les médias
New York : UNICEF : 2022 (<https://www.unicef.org/press-releases/covid19-scale-education-loss-nearly-insurmountable-warns-unicef>)
- ^{civ} Le coût des pertes d'apprentissage dues au COVID-19 pourrait s'élever à 10 000 milliards de dollars. Washington : Banque mondiale ; 2020 (<https://blogs.worldbank.org/education/learning-losses-due-covid19-could-add-10-trillion>)
- ^{cv} Le Fonds Malala publie un rapport sur l'éducation des filles et Covid19. Washington : Fonds Malala ; 2020 (<https://malala.org/newsroom/malala-fund-releases-report-girls-education-covid-19>)
- ^{cvi} L'état de la crise mondiale de l'éducation : A path to recovery. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, UNESCO et UNICEF ; 2021 (<https://www.unicef.org/media/111621/file/%20The%20State%20of%20the%20Global%20Education%20Crisis.pdf%20.pdf>).
- ^{cvi} 20 ans de l'INEE : Réalisations et défis de l'éducation dans les situations d'urgence. New York : Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence ; 2020 (<https://inee.org/sites/default/files/resources/INEE%2020th%20Anniversary%20Report%20v2.2%20LowRes.pdf>)
- ^{cvi} Le progrès menacé. Londres : Save the Children ; 2020 (<https://resourcecentre.savethechildren.net/document/progress-under-threat-refugee-education-one-year-global-refugee-forum-and-impact-covid-19/>)
- ^{cix} Low AJ, Frederix K, McCracken S, et al. Association entre la sécheresse sévère et les comportements de prévention et de soins du VIH au Lesotho : une enquête basée sur la population 2016-2017. PLoS Med 2019;16(1):e1002727.2019;16(1):e1002727. Publié le 14 janvier 2019. doi:10.1371/journal.pmed.1002727).
- ^{cx} Examen des données probantes : Mise en œuvre de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA sur la voie rapide pour mettre fin au sida. Genève : ONUSIDA ; 2020
- ^{cx} Education Finance Watch 2021. Washington : Banque mondiale ; 2021 (<https://documents1.worldbank.org/curated/en/226481614027788096/pdf/Education-Finance-Watch-2021.pdf>)
- ^{cxii} Le financement de l'éducation en Afrique. Paris : Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation ; 2018 (<http://www.iiep.unesco.org/en/financing-education-africa>)

[Fin du document]